

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3193

25 novembre 2015

SOMMAIRE

AAS Investments S.A.	153264	Barrel S.à r.l.	153219
AB Energy Finance S.A.	153264	Bart Investment S.à r.l.	153222
AB Energy Finance S.A.	153264	Blando Investments S.A.	153225
ACJ Lux Distribution	153264	Blyde River Finance S.A.	153226
ACJ Lux Distribution	153264	Calico Immobilière S.A.	153228
Advanced Biological Laboratories S.A.	153225	Carglass S.à r.l.	153229
Alteria	153225	CDYD S.A.	153231
Altis Assurances S.A.	153225	Clerical Medical Investment Group Limited Luxembourg Branch	153227
Anicare	153219	Co-IV Capitole S.A.	153225
Aphrodite S.à r.l.	153219	Financière Mantra S.A.	153242
Apydos Labs S.à r.l.	153222	Flash Europe International S.A.	153249
Arendt & Medernach	153219	German Hospitality Topco S.à r.l.	153231
Arkadia Investments S.A.	153222	GIP Development	153249
Arkadia Investments S.A.	153220	JM Topert Mondial S.A.	153251
Arno S.à r.l.	153220	Just Arrived S.à r.l.	153261
asMedia S.à r.l.	153219	Kani Lux Holdings S.à r.l.	153251
ASR Fonds	153220	Kneip Communication S.A.	153253
Atis S. à r.l.	153220	Kneip Management S.A.	153256
Autopass S.A.	153221	Remake	153218
AVF Invest SA	153221	Resam Europe S.A.	153218
Azendt International Holdings Limited	153221	Sainte Philomene S.A.	153218
Azendt International Holdings Limited	153222	SSCP Rotor Holdings S.C.A.	153262
Azulux S.A.	153221	Sunrise Holdings S.à r.l.	153218
Bantiso Investments S.à r.l.	153227		

Sunrise Holdings S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 562.000,00.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 12, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 132.254.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 5 octobre 2015.

Référence de publication: 2015164219/10.

(150180858) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2015.

Sainte Philomene S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2555 Luxembourg, 14, rue de Strassen.
R.C.S. Luxembourg B 120.022.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 30 septembre 2015

En date du 30 septembre 2015, l'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires a pris les résolutions suivantes:

- L'assemblée a décidé de transférer le siège social de la Société du 24, rue des Genêts, L-1621 Luxembourg, au 14, rue de Strassen, L-2555 Luxembourg, et ce, avec effet immédiat.

- L'assemblée a décidé de révoquer, Messieurs Guillaume WINCKEL et Francesco ZITO de leur poste d'administrateur.

- Après avoir constaté que la Société n'avait qu'un actionnaire unique, l'assemblée a décidé que la composition du conseil d'administration sera limitée à un seul membre et a décidé de nommer Monsieur Vincent MARTET, né le 23 mars 1955 à Châteauneuf-sur-Cher (France), demeurant au 12, chemin de Coulet, CH-1162 Saint-Prex, Suisse, comme administrateur unique pour une durée de six ans, son mandat prenant fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2021.

La Société sera désormais engagée par la signature individuelle de l'administrateur unique.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015164224/18.

(150180783) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2015.

Resam Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.
R.C.S. Luxembourg B 107.012.

Extrait des résolutions adoptées en date du 23 septembre 2015 lors de l'Assemblée Générale Ordinaire de la Société RESAM EUROPE S.A.

- Monsieur Nicolas MILLE a démissionné de ses fonctions d'administrateur de la Société avec effet au 1^{er} juillet 2015.

- Mme Alexandra DALLÜGE, employée privée, née à Siegburg (Allemagne), le 21 juin 1989, résidant professionnellement au 127, rue de Mühlenbach, L-2168 Luxembourg, a été nommé administrateur de la Société avec effet au 1^{er} juillet 2015 et jusqu'au 11 juin 2018.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

RESAM EUROPE S.A.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2015164187/17.

(150180408) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2015.

Remake, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1648 Luxembourg, 12-14, place Guillaume II.
R.C.S. Luxembourg B 57.855.

Extrait des résolutions de l'associé unique

Il résulte des résolutions prises à Luxembourg, par l'associé unique, en date du 2 octobre 2015, que:

1) Il a été décidé de révoquer Madame FERREIRA COELHO Zulmira en tant que gérante, avec effet immédiat.

2) Il a été décidé de révoquer Monsieur LEMPREUR Jean-Claude en tant que gérant technique, avec effet immédiat.

3) Il a été décidé de nommer Monsieur SARRA Sébastien, né à Thionville (France), le 16 juin 1973, demeurant à L-2149 Luxembourg, rue Emile Metz, 102, au poste de gérant technique.

4) Il a été décidé de nommer Monsieur LEONE Fabio, né à Milan (Italie), le 9 juillet 1979, demeurant à L-2445 Luxembourg, rue des Roses, 17, au poste de gérant administratif.

Référence de publication: 2015164186/16.

(150180370) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2015.

asMedia S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6776 Grevenmacher, 7, Op der Ahlkerrech.

R.C.S. Luxembourg B 180.239.

Der Jahresabschluss zum 31.12.2014 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015164249/9.

(150180615) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2015.

Barrel S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2728 Luxembourg, 13, rue Jules Wilhelm.

R.C.S. Luxembourg B 191.919.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

La gérance

Référence de publication: 2015164250/10.

(150179927) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2015.

Arendt & Medernach, Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 41A, avenue John F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 186.371.

La liste des signataires autorisés de la Société a été déposée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} octobre 2015.

Arendt & Medernach

Signature

Référence de publication: 2015164278/12.

(150180746) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2015.

Anicare, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9186 Stegen, 8, Am Brill.

R.C.S. Luxembourg B 125.017.

Les comptes annuels au 19 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015164292/10.

(150180552) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2015.

Aphrodite S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.

R.C.S. Luxembourg B 94.019.

Les comptes annuels au 31 DECEMBRE 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Référence de publication: 2015164293/10.

(150180484) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2015.

Arkadia Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.

R.C.S. Luxembourg B 131.367.

—
Extrait des résolutions adoptées en date du 17 septembre 2015 lors de l'assemblée générale ordinaire de la société ARKADIA INVESTMENTS S.A.

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires a ratifié la nomination de Mme Valérie POSS, employée privée, né le 2 août 1965 à Algrange (France), résidant professionnellement au 127, rue de Mühlenbach, L-2168 Luxembourg, en tant qu'administrateur de la Société avec effet au 1^{er} juillet 2015 jusqu'au 8 juin 2018.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ARKADIA INVESTMENTS S.A.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2015164298/16.

(150180410) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2015.

Arno S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2514 Luxembourg, 27, rue Jean-Pierre Sauvage.

R.C.S. Luxembourg B 20.588.

—
Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ARNO SARL

Référence de publication: 2015164299/10.

(150180275) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2015.

ASR Fonds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 109.355.

—
Les statuts coordonnés au 22 septembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 05 octobre 2015.

Référence de publication: 2015164300/10.

(150180335) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2015.

Atis S. à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

R.C.S. Luxembourg B 109.009.

—
La dénonciation de siège de la société suivante:

Atis S.à r.l.

7, Lauthegaass

L-5450 Stadtbredimus

N° RCS: B109009

a été déposée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Loula S.A.

Référence de publication: 2015164301/14.

(150180193) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2015.

Autopass S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2412 Luxembourg, 36, Rangwee.
R.C.S. Luxembourg B 170.518.

EXTRAIT

L'assemblée générale du 3 juin 2015 a pris note des démissions de Messieurs Denis FRITSCH et Arnaud SCHMITT de leurs fonctions d'administrateur de la société et a nommé comme nouvel administrateur:

- Mr Jean-Pierre DELAS, Administrateur, 35, rue du Belvédère, F-78758 Mareuil Marly, France.

Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2016.

Luxembourg, le 5 octobre 2015.

Pour AUTOPASS S.A.

Société anonyme

Référence de publication: 2015164302/15.

(150180768) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2015.

AVF Invest SA, Société Anonyme.

Siège social: L-5326 Contern, 2-4, rue Edmond Reuter.
R.C.S. Luxembourg B 140.018.

Les statuts coordonnés au 24/09/2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 05 octobre 2015.

Me Cosita Delvaux

Notaire

Référence de publication: 2015164303/12.

(150180648) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2015.

Azendt International Holdings Limited, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 174.995.

Extrait des décisions prises par l'actionnaire unique en date du 25 septembre 2015

1. M. Julien NAZEYROLLAS a démissionné de son mandat de gérant.

2. M. David SANA, administrateur de sociétés, né le 10 avril 1974 à Forbach (France), demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été nommé comme gérant pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 5 octobre 2015.

Pour extrait sincère et conforme

Pour AZENDT INTERNATIONAL HOLDINGS LIMITED

Un mandataire

Référence de publication: 2015164305/16.

(150180372) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2015.

Azulux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 70.273.

Extrait du Procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration tenue le 18 septembre 2015 au siège social de la société.

Démission de Madame Elise Lethuillier en tant qu'administrateur de la société et ce, avec effet immédiat.

Cooptation de Monsieur Emmanuel Manega, né le 20 novembre 1976 à Thionville (France), demeurant professionnellement au 16, boulevard Emmanuel Servais L-2535 Luxembourg, en remplacement de Madame Elise Lethuillier, administrateur démissionnaire.

Le nouvel administrateur terminera le mandat de son prédécesseur.

Cette cooptation sera soumise à ratification lors de la prochaine assemblée générale annuelle.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2015164307/17.

(150180378) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2015.

Azendt International Holdings Limited, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 174.995.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour AZENDT INTERNATIONAL HOLDINGS LIMITED

Un mandataire

Référence de publication: 2015164306/11.

(150180386) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2015.

Arkadia Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.

R.C.S. Luxembourg B 131.367.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015164297/10.

(150179912) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2015.

Apydos Labs S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8009 Strassen, 32, rue de l'Industrie.

R.C.S. Luxembourg B 175.681.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

P. VERON / A. JAMES.

Référence de publication: 2015164294/10.

(150180040) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2015.

Bart Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 729.700,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 162.187.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-fifth day of the month of September,
before us, Maître Cosita Delvaux, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

there appeared

Bart Bidco S.à r.l., a société à responsabilité limitée, having its registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg (the "RCS") under number B 181.582

and represented by Mr François-Xavier Joyeux, juriste, residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, pursuant to a proxy dated 25 September 2015 which shall remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities after having been signed by the proxyholder and the undersigned notary, being the sole shareholder (the "Sole Shareholder") of Bart Investment S.à r.l. (the "Company"), a société à responsabilité limitée, incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, registered with the RCS under number B 162.187, incorporated by deed of Maître Francis Kessler, former notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, of 6 July 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations

number 2159 of 14 September 2011 (the “Mémorial”). The articles of association of the Company have been amended for the last time by a deed of the undersigned notary, on 11 November 2014, and published in the Mémorial number 3780 of 9 December 2014.

The appearing party declared and requested the notary to state that:

1. The Sole Shareholder holds all the one million (1,000,000) shares in issue in the Company so that decisions can validly be taken by the Sole Shareholder on all the items on the agenda.
2. The items on which resolutions are to be passed are the following:

Agenda

Approval of the change of currency of the Company’s share capital from Euro to Pounds Sterling and of the change of the nominal value of the shares from one (1) Euro to one (1) Pound Sterling; conversion of the Company's share capital from one million Euro (EUR 1,000,000) represented by one million (1,000,000) shares having a nominal value of one (1) Euro to seven hundred twenty nine thousand seven hundred Pounds Sterling (GBP 729,700) represented by seven hundred twenty nine thousand seven hundred (729,700) shares having a nominal value of one (1) Pound Sterling by applying the EUR/GPB exchange rate of EUR 1/GBP 0.72970 prevailing on the website of the European Central Bank as at 23 September 2015; amendment of article 5 of the articles of association of the Company, in order to reflect the currency and nominal value change.

The Sole Shareholder resolved as follows:

Sole resolution

The Sole Shareholder resolved to change the currency of the Company’s share capital from Euro to Pounds Sterling and to change the nominal value of the shares from one (1) Euro to one (1) Pound Sterling so that the Company's share capital shall be converted from one million Euro (EUR 1,000,000) represented by one million (1,000,000) shares having a nominal value of one (1) Euro to seven hundred twenty nine thousand seven hundred Pounds Sterling (GBP 729,700) represented by seven hundred twenty nine thousand seven hundred (729,700) shares having a nominal value of one (1) Pound Sterling by applying the EUR/GPB exchange rate of EUR 1/GBP 0.72970 prevailing on the website of the European Central Bank as at 23 September 2015.

Consequently, the Sole Shareholder resolved to amend article 5 of the articles of association of the Company so as to read as follows:

" Art. 5. Share Capital. The issued share capital of the Company is set at seven hundred twenty nine thousand and seven hundred Pounds Sterling (GBP 729,700) represented by seven hundred twenty nine thousand seven hundred (729,700) shares having a nominal value of one (1) Pound Sterling each. The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the Shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of association and the Company may proceed to the repurchase of its other shares upon resolution of its shareholders.

Any available share premium shall be distributable.”

Expenses

The costs, expenses, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company are estimated at EUR 1,500.-.

The undersigned notary who understands and speaks English acknowledges that, at the request of the appearing party, this deed is drafted in English, followed by a French translation; at the request of the same party, in case of discrepancies between the English and the French version, the English version shall prevail.

Done in Luxembourg, on the aforementioned date.

After reading these minutes the appearing party signed together with the notary the present deed.

Followed by german translation

Im Jahre zweitausendfünfzehn, am fünfundzwanzigsten Tage des Monats September.

Vor Uns, Maître Cosita Delvaux, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Ist erschienen:

Bart Bidco S.à r.l., eine société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, deren Gesellschaftskapital eine Million Euro (EUR 1.000.000) beträgt, und im Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg eingetragen ist unter der Nummer B 181.582

hier vertreten durch Herrn François-Xavier Joyeux, jurist, beruflich wohnhaft in Luxemburg, gemäß einer Vollmacht ausgestellt am 25. September 2015, welche gegenwärtiger Urkunde beigelegt wird nachdem sie ne varietur durch den Vollmachtnehmer und den unterzeichnenden Notar unterschrieben wurde,

als alleiniger Gesellschafter der Bart Investment S.à r.l., eine société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, deren Gesellschaftskapital eine Million Euro (EUR 1.000.000) beträgt und die im Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg

eingetragen ist, unter der Nummer B 162.187 (die «Gesellschaft»), gegründet am 6. Juli 2011 gemäß Urkunde aufgenommen durch Maître Francis Kessler, damaliger Notar mit Amtssitz in Esch-sur-Alzette, Großherzogtum Luxemburg, veröffentlicht am 14. September 2011 im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (das «Mémorial»), Nummer 2159. Die Satzung der Gesellschaft wurde zuletzt am 11 November 2014 abgeändert, gemäß Urkunde aufgenommen durch den unterzeichnenden Notar, und im Mémorial am 9 Dezember 2014 unter der Nummer 3780 veröffentlicht.

Die erschienene Partei gibt, in Ausübung ihres obenerwähnten Amtes, folgende Erklärungen ab und ersucht den amtierenden Notar folgendes zu beurkunden:

1. Der Alleinige Gesellschafter der Gesellschaft hält alle ein Million (1.000.000) von der Gesellschaft ausgegebenen Gesellschaftsanteile, so dass wirksam über alle Punkte der Tagesordnung entschieden werden kann.

2. Die Punkte, über die Beschlüsse getroffen werden sollen, sind die folgenden:

Tagesordnung

Zustimmung zur Änderung der Währung des Gesellschaftskapitals der Gesellschaft von Euro in Pfund Sterling und zur Änderung des Nennwerts der Anteile von einem (1) Euro in einen (1) Pfund Sterling; Umwandlung des Gesellschaftskapitals der Gesellschaft von einer Million Euro (1.000.000,- Euro), das durch eine Million (1.000.000) Anteile mit je einem (1) Euro Nennwert dargestellt wird auf siebenhundertneunundzwanzigtausendsiebenhundert Pfund Sterling (GBP 729.700), die durch siebenhundertneunundzwanzigtausendsiebenhundert (729.700) Anteile mit je einem (1) Pfund Sterling dargestellt werden, wobei der Wechselkurs EUR/GBP von 1 Euro/0.72970 Pfund Sterling gilt, der am 23. September 2015 auf der Webseite der Europäischen Zentralbank aktuell war; Änderung des Artikels 5 des Gesellschaftsvertrags, um die Änderung der Währung und des Nennwerts wiederzugeben.

Folgende Entscheidungen wurden durch den Alleinigen Gesellschafter getroffen:

Alleiniger Beschluss

Der Einzige Gesellschafter beschloss, die Währung des Gesellschaftskapitals der Gesellschaft von Euro in Pfund Sterling und den Nennwert der Anteile von einem (1) Euro in einen (1) Pfund Sterling zu ändern, sodass das Gesellschaftskapital der Gesellschaft von einer Million Euro (1.000.000 Euro), das durch eine Million (1.000.000) Anteile mit je einem (1) Euro Nennwert dargestellt (verkörpert) wird, auf siebenhundertneunundzwanzigtausendsiebenhundert Pfund Sterling (GBP 729.700) umgewandelt wird, die durch siebenhundertneunundzwanzigtausendsiebenhundert (729.700) Anteile mit einem Nennwert von je einem (1) Pfund Sterling dargestellt werden, wobei der Wechselkurs EUR/GBP von 1 EUR/0.72970 GBP gilt, der am 23. September 2015 auf der Webseite der europäischen Zentralbank aktuell war.

Der Alleinige Gesellschafter hat beschlossen Artikel 5 der Satzung der Gesellschaft abzuändern so dass Artikel 5 der Satzung der Gesellschaft den Wortlaut hat wie beschrieben.

„ **Art. 5.** Das ausgegebene Gesellschaftskapital der Gesellschaft beläuft sich auf siebenhundertneunundzwanzigtausendsiebenhundert Pfund Sterling (GBP 729.700), eingeteilt in siebenhundertneunundzwanzigtausendsiebenhundert (729.700) Gesellschaftsanteile mit einem Nennwert von je ein Pfund Sterling (GBP 1).

Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft kann durch Beschluss der Gesellschafter in der für die Abänderung der Satzung vorgesehenen Art und Weise erhöht oder verringert werden und die Gesellschaft kann ihre anderen Gesellschaftsanteile durch Beschluss der Gesellschafter zurückkaufen.“

Verfügbare Anteilsprämien können verteilt werden.“

Kosten und Ausgaben

Die Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Auslagen, unter welcher Form auch immer, welche der Gesellschaft aus Anlass dieser Akte entstehen werden, werden auf ungefähr EUR 1.500,- geschätzt.

Der amtierende Notar, der englischen Sprache kundig, stellt hiermit fest, dass auf Ersuchen der vorgenannten Partei, diese Urkunde in englischer Sprache verfasst ist, gefolgt von einer Übersetzung in deutscher Sprache. Im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, ist die englische Fassung maßgebend.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxembourg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Verlesung und Erklärung allem Vorstehenden an die erschienene Partei, hat dieselbe mit dem amtierenden Notar diese Urkunde unterzeichnet.

Gezeichnet: F. X. JOYEUX, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 29 septembre 2015. Relation: 1LAC/2015/31094. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, zwecks Hinterlegung im Handels- und Gesellschaftsregister und zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 05. Oktober 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015164416/128.

(150180969) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2015.

Alteria, Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 173.776.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 octobre 2015.

Référence de publication: 2015164289/10.

(150180256) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2015.

Altis Assurances S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof (Koerich), 9, rue des Trois Cantons.

R.C.S. Luxembourg B 84.981.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Magnus Vincent

Administrateur

Référence de publication: 2015164291/11.

(150180448) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2015.

Advanced Biological Laboratories S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2250 Luxembourg, 52-54, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 78.240.

Ce dépôt annule et remplace le précédent dépôt fait au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro L150133365

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015164283/10.

(150179285) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2015.

Co-IV Capitole S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 24, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 185.732.

Les statuts coordonnés au 30 septembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 06 octobre 2015.

Référence de publication: 2015164469/10.

(150180922) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2015.

Blando Investments S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 1.356.000,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 113.754.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015164442/9.

(150181089) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2015.

Blyde River Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 161.159.

DISSOLUTION

L'AN DEUX MILLE QUINZE, LE TRENTE SEPTEMBRE.

Par-devant Maître Cosita Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

LAVOREL MEDICARE, une société anonyme de droit luxembourgeois ayant son siège social au 23 avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 170.991, représentée par ses administrateurs de catégorie A, Messieurs Jean-Claude Lavorel Stanislas Lavore, et ses administrateurs de catégorie B, Messieurs Michaël Dandois et Antoine Meynial,

ici représentée par Monsieur Luc Wittner, employé privé, demeurant professionnellement au 23, rue Jean Jaurès, L-1836 Luxembourg,

en vertu d'une procuration donnée le 29 septembre 2015, laquelle procuration, après avoir été signée NE VARIETUR par le mandataire de la comparante et la notaire soussignée, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera formalisée, ci-après nommée «l'action unique».

Laquelle comparante, représentée comme il est dit, a exposé au notaire et l'a prié d'acter ce qui suit:

1. que la société anonyme BLYDE RIVER FINANCE S.A., ayant son siège social à L-2163 Luxembourg, 23 avenue Monterey, inscrite au R.C.S. Luxembourg section B sous le numéro 161.159, ci-après dénommée «la Société», a été constituée par Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 25 mai 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, n° 1739 du 1^{er} août 2011;

- que le capital social de la Société est fixé à EUR 31.000,- (trente-et-un mille euros), représenté par 310 (trois cent dix) actions d'une valeur nominale de EUR 100,- (cent euros) chacune, entièrement libéré;

- que son mandant, l'actionnaire unique, s'est rendu successivement propriétaire de la totalité des actions de la Société;

- que l'activité de la Société ayant cessé, l'actionnaire unique, représenté comme dit ci-avant, siégeant comme actionnaire unique en assemblée générale extraordinaire prononce la dissolution anticipée de la Société avec effet immédiat;

- que l'actionnaire unique se désigne lui-même comme liquidateur de la Société, et en cette qualité il a rédigé son rapport de liquidation, lequel reste annexé au présent acte. L'actionnaire unique, tel que représenté, déclare que tout le passif a été payé. L'actionnaire unique déclare reprendre tout l'actif de la société et il déclare encore que par rapport à d'éventuels passifs de la Société actuellement inconnus et non payés à l'heure actuelle, il assume irrévocablement l'obligation de payer tout ce passif éventuel, qu'en conséquence tout le passif de ladite Société est réglé;

- que l'actif restant est repris par l'actionnaire unique, en ce y inclus la filiale Lavorel Medicare France SAS, RCS de Lyon n° 539073221, sise au 67, quai Charles de Gaulle, F-69006 Lyon, pour une valeur de EUR 20.000,- (vingt mille euros), ainsi que la dette en sa faveur d'un montant de EUR 18.250,- (dix-huit mille deux cent cinquante euros) à la date des états financiers au 30 juin 2015;

- que les déclarations du liquidateur ont été vérifiées par la société CHESTER & JONES S à r.l., société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 14, rue Bernard Haal, L-1711 Luxembourg immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 120602, désignée comme «commissaire à la liquidation» par l'actionnaire unique de la Société, lequel confirme l'exactitude du rapport du liquidateur;

- que partant la liquidation de la Société est à considérer comme faite et clôturée;

- que décharge pleine et entière est donnée aux administrateurs de la Société pour l'exercice de leurs mandats respectifs, depuis la constitution de la société jusqu'à ce jour;

- que décharge pleine et entière est donnée au liquidateur et au commissaire à la liquidation pour l'exercice de leurs mandats respectifs;

- que le cabinet d'avocats MOULINIER-DULATIER & ASSOCIÉS, sis au 42 Quai Rambaud, F-69002 Lyon est désigné comme mandataire spécial pour l'exécution de toute opération susceptible d'être accomplie une fois la Société liquidée dans le chef de la filiale Lavorel Medicare France SAS, RCS de Lyon n° 539073221, sise au 67 quai Charles de Gaulle, F-69006 Lyon;

- que les livres et documents de la Société sont conservés pendant cinq ans auprès de l'ancien siège social de la Société au 23, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg;

Pour l'accomplissement des formalités relatives aux transcriptions, publications, radiations, dépôts et autres formalités à faire en vertu des présentes, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une expédition des présentes pour accomplir toutes les formalités.

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société à raison des présentes est évalué à environ mille cinq cents euros (EUR 1.500,-).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée en langue française au mandataire de la comparante, connue du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: L. WITTNER, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 02 octobre 2015. Relation: 1LAC/2015/31593. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 07 octobre 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015164443/70.

(150182250) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2015.

Bantiso Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 147.310.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour BANTISO INVESTMENTS S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2015164432/11.

(150181648) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2015.

Clerical Medical Investment Group Limited Luxembourg Branch, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-8070 Bertrange, 5, rue des Mérovingiens.

R.C.S. Luxembourg B 200.482.

OUVERTURE D'UNE SUCCURSALE

Extrait du procès verbal du conseil d'administration de la Société tenu à 25 Gresham Street, London le 18 décembre 2014.

Clerical Medical Investment Group Limited est une société d'assurance constituée le 2 mai 1996 sous forme de société à responsabilité limitée de droit anglais et gallois, enregistrée sous le numéro 03196171 et dont le siège social est au 33 Old Broad Street, London, EC2N 1HZ (la «Société»).

Les Administrateurs assurent la direction des activités de la Société, peuvent agir en son nom à cette fin et, en vertu de la loi britannique sur les sociétés de 2006 (Companies Act 2006), tout Administrateur est habilité à représenter la Société auprès de tiers ainsi qu'en matière juridique.

Les Administrateurs de la Société sont:

Andrew Mark PARSONS, né le 18 janvier 1965 à Woking, Royaume-Uni, résidant à titre professionnel au 33 Old Broad Street, Londres EC2N 1HZ

Toby Emil STRAUSS, né le 4 octobre 1959 à Londres, Royaume-Uni, résidant à titre professionnel au 33 Old Broad Street, Londres EC2N 1HZ.

Le 18 novembre 2014, le Conseil d'administration de la Société a décidé d'ouvrir une succursale au Luxembourg (la «Succursale»). Les agréments réglementaires voulus ayant été accordés en cours d'année, la date de création de la Succursale luxembourgeoise a été fixée au 17 septembre 2015.

L'adresse enregistrée de la Succursale est le 5, rue des Mérovingiens, L-8070 Bertrange.

La raison sociale de la Succursale est «Clerical Medical Investment Group Limited Luxembourg Branch».

Les activités de la Succursale consistent en la gestion et l'administration de son portefeuille d'assurance (queue de portefeuille), le stockage des dossiers d'assurance expirés et les services, fonction et obligations liées à la gestion de la Succursale.

La Succursale est engagée par la seule signature du directeur de la Succursale ou de toute personne ayant reçu pouvoir de signature du Conseil d'administration de la Société.

Le 18 novembre 2014, le Conseil d'administration de Clerical Medical Investment Group Limited a nommé à la direction de la Succursale M. Jean Léon Meunier, né à Sinsin, Belgique, le 18 septembre 1957, et vivant au 11A, rue de la Colline, B-6720 Habay-la-Neuve, Belgique. En tant que directeur de la Succursale, il en assure la gestion au quotidien. Il représente la Société auprès de tiers et en matière juridique, dans certaines limites.

En vertu de la procuration en date du 17 septembre 2015, le directeur de la Succursale dispose de tous les pouvoirs nécessaires pour diriger CMIG Luxembourg Branch. Pour lever toute ambiguïté, il est précisé ici que lesdits pouvoirs se limitent aux activités suivantes, menées au nom de CMIG:

a. Gérer et, d'une manière générale, mener au nom de CMIG toutes les activités de CMIG Luxembourg Branch, avec les pouvoirs et l'autorité nécessaires à cette fin. Sous réserve des restrictions énoncées ci-après, le directeur de la Succursale exécute tout acte nécessaire et/ou adapté à des fins de direction de CMIG Luxembourg Branch au quotidien, y compris rédaction et signature de tous documents nécessaires;

b. Représenter CMIG auprès de tiers et en matière juridique en tant que directeur de la Succursale luxembourgeoise de CMIG, étant entendu qu'il n'a pas pouvoir de régler des procédures judiciaires sans l'aval préalable écrit de CMIG;

c. Représenter la Succursale luxembourgeoise de CMIG auprès de toute autorité luxembourgeoise, y compris le CAA, les autorités fiscales locales et nationales, le Registre du commerce de Luxembourg et la Commission nationale pour la protection des données, à des fins de déclaration en vertu de la réglementation et de la législation en vigueur, y compris déclarations de revenus, et d'exécution des communications et demandes nécessaires ou utiles aux fins de la direction de CMIG Luxembourg Branch et de respect de la législation et de la réglementation en vigueur;

d. Signer la correspondance ordinaire et la correspondance avec les assurés de CMIG Luxembourg Branch (sauf correspondance concernant les contentieux et actions en justice) et autoriser les versements aux assurés en vertu des conditions générales des polices concernées;

e. Assurer les versements liés à des réclamations aux assurés de CMIG Luxembourg Branch;

f. Gérer le compte bancaire devant être ouvert chez BIL Luxembourg au nom de CMIG Luxembourg Branch, y compris l'encaissement mensuel des primes ordinaires, les règlements aux assurés et remisiers, le rapprochement bancaire mensuel, la clôture mensuelle et le financement du compte;

g. Apporter son aide aux commissaires aux comptes de CMIG Luxembourg Branch (actuellement PWC) et à tout prestataire tiers par rapport à toute activité ou obligation liée aux obligations de déclaration (y compris les déclarations de revenus).

h. Veiller à ce que les activités de la Succursale respectent la législation et la réglementation luxembourgeoises, en vertu de la Partie III, paragraphe 1.2.1 du protocole général.

i. Veiller à ce que la Succursale s'acquitte de toutes autres obligations légales, y compris la législation du travail, la sécurité sociale et le droit fiscal.

j. Veiller à ce que la Succursale s'acquitte de toutes ses obligations de déclaration en vertu de la législation et de la réglementation du Royaume-Uni et du Luxembourg.

Référence de publication: 2015164468/64.

(150180976) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2015.

Calico Immobilière S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1650 Luxembourg, 6, avenue Guillaume.

R.C.S. Luxembourg B 32.251.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

L'an deux mille quinze,

Le six octobre,

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "CALICO IMMOBILIERE ES.A.", en liquidation, avec siège social à L-1650 Luxembourg, 6, avenue Guillaume, constituée en date du 30 novembre 1989, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 145 du 1990, mise en liquidation suivant acte reçu par le notaire instrumentaire en date du 27 mars 2015, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous la section B et le numéro 32251, au capital social de trente mille neuf cent quatre-vingt six euros et soixante-neuf centimes (EUR 30,986,69), représenté par cent vingt cinq (125) actions sans valeur nominale.

L'assemblée est présidée par Madame Natalya Yarova, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg, qui désigne comme secrétaire Madame Olga LOMAKINA, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Michael ERNZERHOF, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ayant ainsi été constitué, la Présidente expose:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, sont renseignés sur une liste de présence, signée "ne varietur" par les membres du bureau. Ladite liste de présence ainsi que les procurations resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II - Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

III.- Que la présente assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Rapport du commissaire à la liquidation.
2. Décharge au liquidateur et au commissaire à la liquidation.
3. Clôture de la liquidation.
4. Indication de l'endroit où les livres et documents de la société devront être déposés et conservés pendant cinq ans à partir du jour de la liquidation.
5. Divers.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée générale, cette dernière, après délibération, prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution:

L'assemblée générale décide d'approuver le rapport du commissaire à la liquidation.

Deuxième résolution:

L'assemblée générale décide de donner décharge de toute responsabilité présente et future tant au liquidateur qu'au commissaire à la liquidation pour l'exercice de leurs mandats.

Troisième résolution:

L'assemblée générale prononce la clôture de la liquidation de la société anonyme CALICO IMMOBILIERE S.A."

Tout passif ou actif de la société encore non exigible, non réalisé ou inconnu, à la date de la présente assemblée, sera pris en charge par les associés de la société, réparti au prorata de leurs participations dans la société.

Quatrième résolution:

L'assemblée générale décide que les livres et documents de la société resteront déposés pendant cinq ans à l'ancien siège social.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont procès-verbal, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Signatures.

Référence de publication: 2015164485/56.

(150181156) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2015.

Carglass S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 611.500,00.

Siège social: L-1274 Howald, 85, rue des Bruyères.

R.C.S. Luxembourg B 68.931.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-fifth day of the month of September.

Before us, Maître Cosita DELVAUX, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

there appeared:

1. Belron OPS S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 9B, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B156237;

2. CARGLASS N.V., a public limited liability company incorporated and governed by the laws of Belgium, with registered office at Trichterheideweg 11, B-3500 Hasselt, Belgium, and being registered with Banque Carrefour des Entreprises under number 0432.023.845;

both represented by Mr Fons MANGEN, chartered accountant, residing in Ettelbruck, by virtue of two proxies established on 23 September 2015 and on 24 September 2015.

Said proxies signed “ne varietur” by the proxy holder of the appearing parties and the undersigned notary will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing parties, represented as stated here above, have requested the notary to state as follows:

I. The appearing parties are currently the shareholders (the “Shareholders”) of the private limited liability company (société à responsabilité limitée) existing in Luxembourg under the name of CARGLASS S.à r.l., having its registered office at 12, rue Henri Schnadt, L-2530 Luxembourg, registered with the Registre de Commerce et des Sociétés of Luxembourg under number B68.931 (the “Company”), and incorporated by a deed of Maître Frank Baden, former notary residing in Luxembourg, on 4 March 1999, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the “Mémorial”) number 409 on 3 June 1999.

The articles of association of the Company have been amended for the last time by a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, on 20 April 2011, published in the Mémorial number 1910 on 19 August 2011.

The appearing parties, acting in their above mentioned capacities, declared and requested the notary to record as follows:

II. That the agenda of the meeting is the following:

1) Transfer of the registered office from 12, rue Henri Schnadt, L-2530 Luxembourg to the following address: 85, rue des Bruyères, L-1274 Howald, municipality of Hesperange, and subsequent amendment of article 5., 1st paragraph of the by-laws of the company.

2) Miscellaneous.

III. That, on the basis of this agenda, the Shareholders take the following sole resolution:

Sole resolution

The Shareholders decide to transfer the registered office from 12, rue Henri Schnadt, L-2530 Luxembourg to the following address: 85, rue des Bruyères, L-1274 Howald, municipality of Hesperange, and subsequent amendment of article 5., 1st paragraph of the by-laws of the company as follows:

“The registered office of the Company is established in the municipality of Hesperange”.

Expenses

The costs, expenses, remuneration or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at EUR 1,500.-.

There being no further business, the meeting is closed.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that at the request of the appearing parties hereto, this deed is drafted in English followed by a German translation; at the request of the same appearing parties in case of divergences between the English and German version, the English version will prevail.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day before mentioned.

After reading these minutes to the authorised representative of the appearing parties, the said authorised representative signed together with the notary the present deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorhergehenden Englischen Textes:

Im Jahre zweitausendfünfzehn, am fünfundzwanzigsten Tage des Monats September.

Vor Uns, Maître Cosita DELVAUX, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg,

Sind erschienen:

1. Belron OPS S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung gegründet und geregelt nach den Gesetzen Luxemburgs, mit Gesellschaftssitz in 9B, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxemburg und eingetragen im Registre de Commerce et des Sociétés in Luxemburg unter der Nummer B156237;

2. CARGLASS N.V., eine Aktiengesellschaft gegründet und geregelt nach den Gesetzen Belgiens, mit Gesellschaftssitz in Trichterheideweg 11, B-3500 Hasselt, Belgien, und eingetragen bei Banque Carrefour des Entreprises unter der Nummer 0432.023.845;

beide hier vertreten durch Herrn Fons MANGEN, wohnhaft in Ettelbruck, aufgrund von zwei Vollmachten erteilt am 23. September 2015 und am 24. September 2015.

Vorgenannte Vollmachten bleiben, nach „ne varietur“ Unterzeichnung durch den Vertreter der Erschienenen und den amtierenden Notar vorliegender Urkunde beigelegt, um mit derselben zeitgleich einregistriert zu werden.

Die Erschienenen, vertreten wie zuvor angegeben, ersuchen den unterzeichneten Notar Folgendes zu beurkunden:

I. Die Erschienenen sind die Gesellschafter (die „Gesellschafter“) der Gesellschaft mit beschränkter Haftung, die in Luxemburg unter dem Namen CARGLASS S.à r.l. existiert, mit Gesellschaftssitz in 12, rue Henri Schnadt, L-2530 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 68.931 (die „Gesellschaft“), und gegründet durch eine Urkunde von Maître Frank Baden, damaliger Notar amtsansässig in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, am 4. März 1999. Diese Urkunde wurde im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (das «Mémorial»), Nummer 409 am 3. Juni 1999 veröffentlicht.

Die Statuten der Gesellschaft wurden zuletzt abgeändert durch eine Urkunde von Maître Henri Hellinckx, Notar amtsansässig in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, am 20. April 2011, veröffentlicht im Mémorial Nummer 1910 vom 19. August 2011.

II. Die Tagesordnung der Versammlung ist wie folgt:

1) Verlegung des Gesellschaftssitzes von 12, rue Henri Schnadt, L-2530 Luxemburg nach 85, rue des Bruyères, L-1274 Howald, Gemeinde von Hesperange, und Änderung von Artikel 5, Absatz 1 der Satzung der Gesellschaft.

2) Verschiedenes.

III. Anhand dieser Tagesordnung fassen die Gesellschafter folgenden Beschluss:

Einzigiger Beschluss

Die Gesellschafter beschliessen den Gesellschaftssitz von 12, rue Henri Schnadt, L-2530 Luxembourg nach 85, rue des Bruyères, L-1274 Howald, Gemeinde von Hesperange, zu verlegen und demzufolge Artikel 5, Absatz 1 der Satzung der Gesellschaft abzuändern, um ihm folgenden Wortlaut zu geben:

„Der Sitz der Gesellschaft ist in der Gemeinde Hesperange.“

Kosten

Die Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Auslagen, unter welcher Form auch immer, welche der Gesellschaft aus Anlass dieser Akte entstehen werden, werden geschätzt auf ungefähr EUR 1.500,-.

Da keine weiteren Tagesordnungspunkte vorliegen, wird die Versammlung geschlossen.

Der amtierende Notar, der englischen Sprache kundig, stellt hiermit fest, dass auf Ersuchen der vorgenannten Parteien, diese Urkunde in englischer Sprache verfasst ist, gefolgt von einer Übersetzung in deutscher Sprache. Im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, ist die englische Fassung maßgebend.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxembourg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Verlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Vertreter der erschienenen Parteien, hat derselbe zusammen mit dem amtierenden Notar diese Urkunde unterzeichnet.

Gezeichnet: F. MANGEN, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 29 septembre 2015. Relation: 1LAC/2015/31096. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, zwecks Hinterlegung im Handels- und Gesellschaftsregister und zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 05. Oktober 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015164490/103.

(150180920) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2015.

CDYD S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6449 Echternach, 49, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 89.010.

Les comptes annuels clôturés au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015164492/10.

(150181486) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2015.

German Hospitality Topco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 125.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 194.888.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-fifth day of the month of September.

Before Maître Cosita Delvaux, notary, professionally residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

there appeared:

(1) German Holdings VIII NQ S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) established and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert,

L- 2453 Luxembourg, with a share capital of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500) and being registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (the “RCS”) under number B 194.897 (“German Holdings”), and

(2) Francium Investment S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) established and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, with a share capital of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500) and being registered with the RCS under number B 199.201 (“Francium”),

represented by Maître Clemens Thill, maître en droit, professionally residing in Luxembourg, pursuant to proxies dated 25 September 2015, which proxies shall remain annexed to the present deed after having been signed *ne varietur* by the proxyholder and the undersigned notary,

being the shareholders (the “Shareholders”) of German Hospitality Topco S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) established and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, with a share capital of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500) and being registered with the RCS under number B 194.888 (the “Company”), incorporated on 9 February 2015 under the denomination of Krypton Investment S.à r.l. pursuant to a deed of Maître Cosita DELVAUX, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the “Mémorial”) of 11 April 2015, number 975.

The articles of association of the Company have been amended for the last time on 9 April 2015 by deed of Maître Cosita DELVAUX, prenamed, published in the Mémorial of 15 June 2015, number 1506.

The appearing parties, represented as above stated, declared and requested the notary to record as follows:

A. The Shareholders hold all the five hundred (500) shares in issue in the Company so that the total share capital is represented and resolutions can be validly taken by the Shareholders.

B. The items on which resolutions are to be taken are as follows:

1) Creation of two classes of shares in the Company, namely class A shares and class B shares, and determination of the rights and obligations thereof by amending and restating the articles of association of the Company as set forth under item 4) of the agenda;

2) Reclassification of all the five hundred (500) shares in issue in the Company into five hundred (500) class A shares.

3) Increase of the issued share capital of the Company by an amount of one hundred twelve thousand five hundred Euro (EUR 112,500) from its current amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500) to one hundred twenty five thousand Euro (EUR 125,000) by the issue of four thousand (4,000) new class A shares, and five hundred (500) class B shares, each with a nominal value of twenty-five Euro (EUR 25) (the “New Shares”) and a total subscription price of one hundred twelve thousand five hundred Euro (EUR 112,500) (the “Subscription Price”); subscription to the New Shares and payment of the Subscription Price in cash.

4) Consequential amendment and restatement of the articles of association of the Company to read as follows:

Art. 1. Denomination. A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name “German Hospitality Topco S.à r.l.” (the “Company”) is hereby formed by the appearing parties and all persons who will become shareholders thereafter. The Company will be governed by these articles of association and the relevant legislation.

Art. 2. Object. The object of the Company shall be the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

The Company may also carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of real estate, properties and real estate rights in Luxembourg and abroad as well as any participations in any real estate enterprise or undertaking in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those participations and assets.

The Company may further give guarantees (including up-stream and sidestream guarantees), grant security interests, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may also acquire loans including at a discount, originate loans and lend funds under any form, advance money or give credit on any terms including without limitation resulting from any borrowings of the Company or from the issue of any equity or debt securities of any kind to any person or entity as it deems fit in relation to any real estate enterprise or undertaking. The Company may enter into swaps, futures, forwards, derivatives, options, repurchase, stock lending and similar transactions, and, without prejudice to the generality of the foregoing, employ any techniques and instruments in connection with its real estate activities. The Company may also enter into any guarantees, contracts of indemnities, security interests and any other equivalent agreements in order to receive the benefit of any guarantee and/or security interest granted in the context of such real estate activities. The Company may undertake any roles necessary in connection with such lending activity including, without limitation, the role of arranger, lead manager, facility agent, security agent, documentation agent. The Company shall not undertake such real estate lending or real estate loan acquisition activities in a way

that would require it to be regulated pursuant to the Luxembourg act dated 5 April 1993 on the financial sector, as amended or any future act or regulation amending or replacing such act.

The Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purposes.

In particular, the Company will provide the companies within its portfolio with the services necessary to their administration, control and development. For that purpose, the Company may require and retain the assistance of other advisors.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period.

Art. 4. Registered Office. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the articles of association.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the manager or as the case may be the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the manager, or as the case may be the board of managers, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the manager or as the case may be the board of managers.

Art. 5. Share capital. The issued share capital of the Company is set at one hundred twenty-five thousand Euros (EUR 125,000) represented by five thousand (5,000) shares divided into four thousand five hundred (4,500) class A shares and five hundred (500) class B shares, with a nominal value of twenty-five Euros (EUR 25) each and such rights and obligations as set out in the present articles of association.

The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association and pursuant to any additional conditions as may be agreed upon from time to time by the shareholders. The Company may proceed to the repurchase of its own shares upon resolution of its shareholders.

Any share or assimilated premium paid in respect of a specific class of shares upon their issuance or capital contribution without issue of shares made by a shareholder holding a specific class of shares shall be allocated to a share premium or assimilated account or capital contribution account corresponding to that specific class of shares of the Company being respectively the class A share premium or assimilated account or class A capital contribution account which amount is only available to the holders of the class A shares and the class B share premium or assimilated account or capital contribution account which amount is only available to the holders of class B shares. Any payment or contribution of any kind to any share premium or assimilated account or capital contribution account established in accordance with Luxembourg law or accounting regulations shall be specified as to which class of shares it relates, the board of managers having the power to confirm any allocation to a specific class of shares if this has not been specified otherwise. Any available share premium or assimilated account or capital contribution shall be distributable in the conditions as set out in the present articles of association.

Art. 6. Transfer of Shares. Shares (of any class) are freely transferable among shareholders unless otherwise provided for in any Arrangement from time to time. Except if otherwise provided by law, the share transfer to non-shareholders is subject to the consent of shareholders representing at least seventy-five percent (75%) of the Company's capital without prejudice to any additional transfer restrictions which may be agreed upon from time to time between the shareholders in any shareholders' arrangement existing from time to time between the shareholders (an "Arrangement").

Art. 7. Management of the Company. The Company is managed by three or more managers who do not need to be shareholders and who shall be elected by the general meeting of shareholders whereby one manager shall be proposed by the holder of class B shares and the rest shall be proposed by the holders of class A shares.

Any manager can be removed with or without cause by the general meeting of shareholders upon proposal by the shareholder having nominated that manager provided that any Shareholder may propose to remove any manager for cause and any manager who resigns or is removed shall be replaced by a successor appointed by the shareholder that originally nominated such manager. The managers are appointed and removed from office by a simple majority decision of the general meeting of shareholders, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be re-elected.

The board of managers is vested with the broadest powers to manage the business of the Company and to authorise and/or perform all acts of disposal and administration falling within the purposes of the Company. All powers not expressly reserved by the law, by the articles of association or any Arrangement to the general meeting shall be within the competence

of the board of managers. The managers shall manage the business of the Company in accordance with the articles of association, any Arrangement or management rules which from time to time be adopted in any Arrangement or otherwise.

Vis-à-vis third parties the board of managers has the most extensive powers to act on behalf of the Company in all circumstances and to do, authorise and approve all acts and operations relative to the Company and not reserved by law or these articles of association to the general meeting of shareholders.

The managers shall use their reasonable best efforts to hold meetings regularly, in person, in Luxembourg.

The managers constitute a board of managers. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also at any time be held by conference call or similar means only. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be represented at meetings of the board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers five (5) business days at least in advance of the date scheduled for the meeting unless a different period is required by any Arrangement, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. Such notice shall specify the topics to be dealt with and the intended resolutions to be taken. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex, email or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Decisions of the board of managers are validly taken by the approval of the majority of the managers of the Company, unless otherwise provided for by Luxembourg company law, these articles of association or any Arrangement from time to time.

The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman of that meeting or, in its absence, by any two managers. Copies or excerpts of such minutes shall be signed by the chairman of that meeting or by any two managers.

The board of managers may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable or facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution. Managers' resolutions, including circular resolutions, may be conclusively certified or an extract thereof may be issued under the individual signature of any manager.

The Company will be bound by the joint signature of any two managers. In any event the Company will be validly bound by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by the board of managers or any two managers. Any such two managers acting jointly may delegate special and limited powers for determined matters to one or more agents.

Art. 8. Liability of the Managers. The manager(s) are not held personally liable for the indebtedness of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the performance of their duties.

Subject to the exceptions and limitations listed below, every person who is, or has been, a manager or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such manager or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof. The words "claim", "action", "suit" or "proceeding" shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words "liability" and "expenses" shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgements, amounts paid in settlement and other liabilities.

No indemnification shall be provided to any manager or officer:

(i) against any liability to the Company or its shareholders by reason of wilful misfeasance, bad faith, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office;

(ii) with respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated to have acted in bad faith and not in the interest of the Company; or

(iii) in the event of a settlement, unless the settlement has been approved by a court of competent jurisdiction or by the board of managers.

The right of indemnification herein provided shall be severable, shall not affect any other rights to which any manager or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such manager or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel, including managers and officers, may be entitled by contract or otherwise under law.

Expenses in connection with the preparation and representation of a defence of any claim, action, suit or proceeding of the character described in this article shall be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or manager, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this article.

Art. 9. Shareholder voting rights. Each shareholder may take part in collective decisions. He has a number of votes equal to the number of shares he owns and may validly act at any meeting of shareholders through a special proxy.

Art. 10. Shareholder meetings. The quorum for the shareholder meetings shall be one hundred percent of the share capital of the Company. If a quorum is not present at the opening of any meeting, then the shareholders present may not pass any resolutions other than adjourning such meeting to the same time of day and place on a date as determined by the shareholders present, which date shall be at least ten days following the date of the adjourned meeting. In the case of a tie vote (based on the percentage of shares held) between the shareholders present, the meeting shall be adjourned to ten days following the date of the adjourned meeting. Notice of such adjournment and the reconvened meeting date, time and place shall be sent to the shareholders at least five days before the date of the reconvened meeting. The quorum at such reconvened meeting with respect to the items that were to be considered at the adjourned meeting set forth in the notice provided to all shareholders in connection with the originally scheduled meeting shall be fifty percent of the share capital of the Company unless a higher quorum is required by Luxembourg company law.

Meetings shall be called by convening notice addressed by registered mail to shareholders to their address appearing in the register of shareholders held by the Company and received at least eight (8) days prior to the date of the meeting unless otherwise provided for herein or in any Arrangement. If the entire share capital of the Company is represented at a meeting, the meeting may be held without prior notice.

The shareholders shall hold meetings, in person, in writing, by teleconference, or in any other way permitted by Luxembourg company law and these articles of association, at intervals not less than once per quarter (or as otherwise agreed by the shareholders). At least one shareholder meeting shall be held in person in Luxembourg each year and the shareholders shall use their reasonable best efforts to hold all meetings concerning strategic discussions in person in Luxembourg.

In the case of written resolutions, the text of such resolutions shall be sent reasonably in advance to the shareholders at their addresses inscribed in the register of shareholders held by the Company and received at least eight (8) days before the proposed effective date of the resolutions. The resolutions shall become effective upon the approval of the majority as provided for by law for collective decisions, any Arrangement or these articles of association, whichever provides for the highest majority. Unanimous written resolution may be passed at any time without prior notice.

(i) Decisions of the general meeting shall be validly adopted if approved by shareholders representing more than half of the corporate capital, unless Luxembourg company law, these articles of association or any Arrangement provide for a higher majority requirement. Each shareholder shall vote proportionately to the shares it holds in the Company. If such majority is not reached at the first meeting or first written resolution, the shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented. (ii) However, decisions concerning the amendment of the articles of association are taken by (x) a majority of the shareholders (y) representing at least three quarters of the issued share capital and (iii) decisions to change of nationality of the Company are to be taken by Shareholders representing one hundred percent (100%) of the issued share capital.

At no time shall the Company have more than thirty (30) shareholders. At no time shall an individual be allowed to become a shareholder of the Company.

Art. 11. Accounting Year. The accounting year begins on 1st January of each year and ends on 31st December of the same year.

Art. 12. Financial Statements. Every year as of the accounting year's end, the annual accounts are drawn up by the manager or, as the case may be, the board of managers.

The financial statements are at the disposal of the shareholders at the registered office of the Company.

Art. 13. Distributions. Out of the net profit five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company.

The shareholders may decide to pay interim dividends on one or several classes of shares (including out of available share premium or similar premium accounts) on the basis of statements of accounts prepared by the manager, or as the case may be the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves and premium but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law. Distributions of the Investment Net Income shall be made exclusively to the class of shares / shareholder having invested in the Investment.

“Investment Net Income” means any income derived from an investment made by the Company (the “Investments”) being the net return of any total or partial disposal of the relevant investment(s) (disposal meaning transfers and contributions of any kind) as well as any dividends or other distributions, interest, yield, repayment of principal or other income or return deriving from the relevant Investment and assets and reserve funds received by or attributable to the Company in respect of the issue of shares such as the share premium or any amounts of profit (related to the relevant Investment) carried forward while deducting any costs, charges or expenses related to the relevant Investment (including repayment by the Company of any debt incurred to manage the respective Investment), and an amount corresponding to the pro rata portion (calculated of the Company's overhead expenses (assessed fairly but irrevocably by the board of managers).

The balance may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders.

The share premium accounts (or similar premium accounts) may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders but only to the shareholders of the class to which this share premium relates to. The general meeting of shareholders may decide to allocate any amount out of the share premium accounts (or similar premium accounts) to the legal reserve account.

This article is without prejudice to any specific distribution rights between the holders of class A shares and holders of class B shares which may be agreed upon from time to time by the shareholders pursuant to an Arrangement.

Art. 14. Dissolution/Winding Up. In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who may be but do not need to be shareholders and who are appointed by the general meeting of shareholders who will specify their powers and remunerations, unless otherwise provided for in any Arrangement.

This article is without prejudice to any specific distribution rights (including in case of liquidation) between the holders of class A shares and of class B shares which may be agreed upon from time to time by the shareholders pursuant to an Arrangement.

Art. 15. Sole Shareholder. If, and as long as one shareholder holds all the shares of the Company, the Company shall exist as a single shareholder company, pursuant to article 179 (2) of the law of 10th August 1915 on commercial companies; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

Art. 16. Applicable law. For anything not dealt with in the present articles of association, the shareholders refer to the relevant legislation.

Thereafter the following resolutions were passed by the Shareholders of the Company:

First resolution

The Shareholders resolved to create two classes of shares in the Company, namely class A shares and class B shares, and to determine the rights and obligations thereof by amending and restating the articles of association of the Company as set forth under item 4) of the agenda.

Second resolution

The Shareholders resolved to reclassify all the five hundred (500) shares in issue in the Company into five hundred (500) class A shares.

Third resolution

The Shareholders resolved to increase the issued share capital of the Company by an amount of one hundred twelve thousand five hundred Euro (EUR 112,500) from its current amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500) to one hundred twenty five thousand Euro (EUR 125,000) by the issue of four thousand (4,000) class A shares, and five hundred (500) class B shares, each with a nominal value of twenty-five Euro (EUR 25) (the "New Shares"). The New Shares have all been subscribed by German Holdings, represented as aforementioned, against payment in cash of the total subscription price of one hundred twelve thousand five hundred Euro (EUR 112,500) (the "Subscription Price").

Francium waived any subscription rights it may have.

Proof of the existence and the payment of the Subscription Price, blocked in an account of the Company, has been given to the notary.

Fourth resolution

As a consequence of the preceding resolutions, the Shareholders resolved to amend and restate the articles of association of the Company as set forth under item 4) of the agenda.

Expenses

The costs, expenses, remuneration or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at EUR 2,200.-.

The undersigned notary who understands and speaks German and English states herewith that on request of the above appearing persons the present deed is worded in English followed by a German translation. On request of the same appearing persons and in case of divergences between the German and the English texts, the English version will prevail.

Done in Luxembourg, on the day before mentioned.

After reading these minutes the proxyholder of the appearing persons signed together with the notary the present deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorhergehenden Englischen Textes:

Im Jahre zweitausendfünfzehn, am fünfundzwanzigsten Tag des Monats September.

Vor der unterzeichnenden Notarin Maître Cosita Delvaux, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, sind erschienen:

(1) German Holdings VIII NQ S.à r.l., Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, deren Gesellschaftskapital zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) beträgt und eingetragen ist im Handelsund Gesellschaftsregister in Luxemburg („RCS“), unter der Nummer B 194.897 (der „German Holdings“), und

(2) Francium Investment S.à r.l., Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, deren Gesellschaftskapital zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) beträgt, und eingetragen ist im RCS unter der Nummer B 199.201 („Francium“),

hier vertreten durch Maître Clemens Thill, maître en droit, beruflich wohnhaft in Luxemburg, gemäß Vollmachten ausgestellt am 25 September 2015, welche gegenwärtiger Urkunde beigelegt werden, nachdem sie ne varietur von den Vollmachtnehmern und den unterzeichnenden Notar unterschrieben wurden,

als Gesellschafter der German Hospitality Topco S.à r.l. (die „Gesellschafter“), eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) luxemburgischen Rechts, mit Sitz in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, deren Gesellschaftskapital zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) beträgt und eingetragen ist im RCS unter Nummer B 194.888 (die „Gesellschaft“), welche am 9. Februar 2015 gemäß Urkunde von Maître Cosita DELVAUX, Notar mit Amtssitz in Luxemburg unter dem Namen Krypton Investments S.à r.l. gegründet wurde, veröffentlicht am 11. April 2015 im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (das „Mémorial“), Nummer 975.

Die Satzung der Gesellschaft wurde zuletzt am 9 April 2015 gemäß Urkunde von Maître Cosita DELVAUX, vorbenannt, abgeändert, veröffentlicht im Memorial vom 15. Juni 2015, Nummer 1506.

Die erschienenen Parteien geben, in Ausübung ihres obenerwähnten Amtes, folgende Erklärungen ab und ersuchen den amtierenden Notar folgendes zu beurkunden:

A. Die Gesellschafter der Gesellschaft halten alle fünfhundert (500) von der Gesellschaft ausgegebenen Gesellschaftsanteile, sodass das gesamte Gesellschaftskapital vertreten ist und die Gesellschafter wirksam über alle Punkte der Tagesordnung entscheiden können.

B. Die Punkte, über die Beschlüsse getroffen werden sollen, sind die Folgenden:

1) Gründung von zwei Anteilklassen an der Gesellschaft, namentlich Klasse A Anteile und Klasse B Anteile, und Bestimmung der diesbezüglichen Rechte und Pflichten durch die Abänderung und Neuformulierung der Satzung der Gesellschaft, wie in Punkt 4 der Agenda vorgesehen.

2) Umklassifizierung aller fünfhundert (500) von der Gesellschaft ausgegebenen Gesellschaftsanteile zu fünfhundert (500) Klasse A Anteilen.

3) Erhöhung des ausgegebenen Gesellschaftskapitals in Höhe von einhundertzwölftausendfünfhundert Euro (EUR 112.500) von dem aktuellen Betrag von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) auf einhundertfünfundzwanzigtausend Euro (EUR 125.000) durch Ausgabe von viertausend (4.000) neuen Anteilen der Klasse A und fünfhundert (500) Anteile der Klasse B, mit je einem Nominalwert in Höhe von fünfundzwanzig Euro (EUR 25) (die „Neuen Anteile“) und für einen Gesamtzeichnungspreis von einhundertzwölftausendfünfhundert Euro (EUR 112.500) (der „Zeichnungspreis“); Zeichnung der Neuen Anteile und Zahlung des Zeichnungspreises in Bar.

4) Die daraus folgende Abänderung und Neuformulierung der Satzung der Gesellschaft wie folgt:

Art. 1. Gesellschaftsname. Eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen “German Hospitality Topco S.à r.l.” (die “Gesellschaft“) wird hiermit von den erschienenen Parteien und allen Personen, die gegebenenfalls zukünftig als Gesellschafter eintreten, gegründet. Die Gesellschaft wird durch die vorliegende Satzung und durch die anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen geregelt.

Art. 2. Gesellschaftszweck. Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen in jeder beliebigen Form an luxemburgischen und ausländischen Unternehmen sowie jede andere Form von Investitionen, den Erwerb durch Kauf, Zeichnung oder andere Art und Weise, sowie die Übertragung von Sicherheiten jeglicher Art durch Verkauf, Tausch oder auf andere Art und Weise, und die Verwaltung, Aufsicht und Entwicklung ihres Portfolios.

Die Gesellschaft kann zudem alle Transaktionen welche sich auf direkten oder indirekten Erwerb von Immobilien, Grundstücken und Grundbesitzrechten in Luxemburg oder im Ausland oder auf den Erwerb von Immobilienunternehmen oder von Unternehmen jedweder Form beziehen, durchführen sowie die Verwaltung, das Management, die Aufsicht und Entwicklung dieser Beteiligungen und dieses Vermögens ausführen.

Die Gesellschaft kann Bürgschaften geben (up-stream als auch side-stream), Sicherheiten leisten, Darlehen ausgeben oder die Gesellschaften, an denen die Gesellschaft direkte oder indirekte Beteiligungen besitzt oder die zur Gruppe von Gesellschaften gehört, der die Gesellschaft angehört, in jeder anderen Form unterstützen.

Die Gesellschaft kann außerdem in jeder beliebigen Form Darlehen aufnehmen, auch mit Abschlag, Darlehen vergeben, Kapital verleihen, sowie Vorschüsse gewähren oder unter jeglichen Konditionen Mittel vergeben, auch ohne Beschränkungen, die von jeglichen Kreditaufnahmen der Gesellschaft oder von der Ausgabe von Kapital oder Schuldtitel jeglicher Art an alle Personen und Unternehmen, für die es in Bezug auf ein Immobilienunternehmen oder -unterfangen für richtig empfunden wurde, herrühren. Die Gesellschaft kann Swaps, Futures, Forwards, derivative Instrumente, Optionen, Rückkäufe, Wertpapierleihe und ähnliche Transaktionen abschließen und unbeschadet der Allgemeingültigkeit des Vorstehenden, jegliche Methode und Instrumente im Zusammenhang mit ihren Immobiliengeschäften einsetzen. Die Gesellschaft

kann auch jegliche Verträge über Bürgschaften, Freistellungsvereinbarungen, Sicherungsrechte und alle weiteren äquivalente Verträge abschließen, so dass der Nutzen der, im Rahmen solcher Immobiliengeschäfte vergebenen, Bürgschaften und/oder Sicherheiten ihr zu Gute kommen kann. Die Gesellschaft kann im Rahmen solcher Immobiliengeschäfte jegliche erforderliche Rolle übernehmen, einschließlich und ohne Einschränkungen der Rolle des Arranger, lead Manager, Facility Agent, Security Agent, Documentation Agent. Die Gesellschaft wird die Tätigkeit der Immobilienfinanzierung oder des Immobilienkrediterwerbs nicht in einer Weise ausüben, die eine Regulierung erfordern würde gemäß der geänderten Fassung des Gesetzes des 5. Aprils 1993 bezüglich des Finanzsektors oder jeglichen zukünftigen Gesetzes oder Regulierungsmaßnahme, die dieses Gesetz abändern oder ersetzen sollte.

Die Gesellschaft kann alle geschäftlichen, technischen, finanziellen ebenso wie alle andere direkt oder indirekt verbundenen Tätigkeiten welche die Erfüllung des Geschäftszwecks in den oben genannten Bereichen erleichtern, vornehmen.

Unter anderem wird die Gesellschaft allen Gesellschaften ihres Portfolios die für die Verwaltung, Entwicklung und Aufsicht dieser Gesellschaften notwendigen Leistungen zur Verfügung stellen. Für diesen Zweck kann die Gesellschaft die Unterstützung anderer Berater beanspruchen und auf solche zurückgreifen.

Art. 3. Geschäftsdauer. Die Gesellschaft ist auf unbegrenzte Dauer gegründet.

Art. 4. Gesellschaftssitz. Die Gesellschaft hat ihren Sitz in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg. Dieser kann, durch Beschluss einer außerordentlichen Generalversammlung der Gesellschafter die sich, in der für die Abänderung der Satzung vorgesehenen Art und Weise beraten, an jeden Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden.

Der eingetragene Sitz der Gesellschaft kann durch Beschluss des Geschäftsführers, beziehungsweise durch die Geschäftsführung innerhalb der Gemeinde verlegt werden.

Die Gesellschaft kann Geschäfts- und Zweigstellen in Luxemburg und im Ausland errichten.

Sollte der Geschäftsführer, oder im Falle einer Geschäftsführung die Geschäftsführung, feststellen, dass außerordentliche politische, wirtschaftliche oder soziale Ereignisse eingetreten sind oder unmittelbar bevorstehen welche die normalen Tätigkeiten der Gesellschaft an ihrem eingetragenen Sitz oder die problemlose Kommunikation zwischen diesem Sitz und Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend bis zum vollständigen Ende solcher ungewöhnlichen Umstände ins Ausland verlegt werden; derartige vorläufige Maßnahmen haben keine Auswirkung auf die staatliche Zugehörigkeit der Gesellschaft, die unbeschadet einer solchen vorübergehenden Sitzverlegung eine luxemburgische Gesellschaft bleibt. Solche vorübergehenden Maßnahmen werden vom Geschäftsführer oder, im Falle einer Geschäftsführung, von der Geschäftsführung vorgenommen und jeglichen betroffenen Personen mitgeteilt.

Art. 5. Gesellschaftskapital. Das ausgegebene Gesellschaftskapital der Gesellschaft beläuft sich auf einhundertfünfundzwanzigtausend Euro (EUR 125.000,-), dargestellt durch insgesamt fünftausend (5.000) Anteile, eingeteilt in viertausendfünfhundert (4.500) Anteile der Klasse A und fünfhundert (500) Anteile der Klasse B, mit einem Nennwert von je fünfundzwanzig Euro (EUR 25,-) und welche die in der vorliegenden Satzung dargelegten Rechte und Pflichten haben.

Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft kann durch Beschluss der Gesellschafter in der für die Abänderung der Satzung vorgesehenen Art und Weise sowie im Einklang mit weiteren Bestimmungen, wie sie von Zeit zu Zeit durch die Gesellschafter festgelegt werden können, erhöht oder verringert werden. Die Gesellschaft kann ihre Gesellschaftsanteile durch Beschluss der Gesellschafter zurückkaufen.

Alle bei ihrer Ausgabe eingezahlten Anteilsprämien oder assimilierten Prämien einer bestimmten Anteilsklasse nach ihrer Ausgabe oder einer Kapitaleinlage ohne Ausgabe von Anteilen durch einen Gesellschafter, welcher im Besitz einer bestimmten Anteilsklasse ist, werden einem Anteilsprämienkonto oder einem assimilierten Konto oder einem Kapitaleinzahlungskonto zugewiesen, die der betreffenden Klasse von Anteilen der Gesellschaft entspricht; dieses ist jeweils das Anteilsprämienkonto der Klasse A oder ein assimiliertes Konto oder ein Kapitaleinzahlungskonto der Klasse A, dessen Betrag nur den Inhabern von Anteilen der Klasse A zur Verfügung steht, und das Anteilsprämienkonto der Klasse B oder einem assimilierten Konto oder einem Kapitaleinzahlungskonto, dessen Betrag nur den Inhabern von Anteilen der Klasse B zur Verfügung steht.

Jegliche Zahlung oder Einlage auf ein Anteilsprämienkonto oder auf ein assimiliertes Konto oder auf ein Kapitaleinzahlungskonto, die gemäß dem luxemburgischen Recht oder den Buchführungsvorschriften gemacht wird, soll angeben welche Anteilsklasse sie betrifft, wobei die Geschäftsführung die Befugnis hat die Zuteilung von Anteilsprämien an eine bestimmte Anteilsklasse zu bestätigen insofern nichts anderes angegeben wurde. Verfügbare Anteilsprämien oder assimilierten Konten oder Kapitaleinlagen können gemäß den Bedingungen der vorliegenden Satzung verteilt werden.

Art. 6. Übertragung der Anteile. Die Anteile (einer jeden Klasse) sind unter den Gesellschaftern frei übertragbar, soweit nicht anderweitig in einer Vereinbarung vorgesehen. Soweit es das Gesetz nicht anders bestimmt, bedarf die Übertragung von Anteilen auf Dritte der Einwilligung von Gesellschaftern, welche zusammen mindestens fünfundsiebzig Prozent (75%) des Gesellschaftskapitals halten, unbeschadet weiterer Übertragungsbeschränkungen, die von Zeit zu Zeit unter den Gesellschaftern in jeglicher von Zeit zu Zeit zwischen den Gesellschaftern bestehenden Gesellschaftervereinbarung (eine "Vereinbarung") beschlossen werden können.

Art. 7. Geschäftsführung. Die Geschäftsführung der Gesellschaft erfolgt durch drei oder mehr Geschäftsführer, die keine Gesellschafter sein müssen und die von der Gesellschafterversammlung gewählt werden, wobei ein Geschäftsführer von

den Anteilshabern der Klasse B vorgeschlagen wird und die verbleibenden Geschäftsführer von den Anteilshabern der Klasse A vorgeschlagen werden.

Jeder Geschäftsführer kann mit oder ohne Anlass von der Gesellschafterversammlung auf Vorschlag desselben Gesellschafters, welcher selbigen Geschäftsführer nominiert hatte, abberufen werden, wobei jeder Gesellschafter mit Anlass vorschlagen kann, einen Geschäftsführer abzurufen und jeder zurückgetretene oder abberufene Geschäftsführer von einem Nachfolger ersetzt werden soll welcher von jenem Gesellschafter nominiert wird, welcher selbigen Geschäftsführer zuvor nominiert hatte. Die Geschäftsführer werden durch mehrheitlichen Beschluss der Gesellschafterversammlung gewählt und abberufen, welche ihre Befugnisse und die Amtsdauer beschließt. Wenn keine Frist gesetzt wird, sind die Geschäftsführer auf unbestimmte Zeit ernannt. Die Geschäftsführer können wiedergewählt werden.

Die Geschäftsführung ist mit den weitestreichenden Befugnissen ausgestattet, das Geschäft der Gesellschaft zu verwalten und ist dazu befugt, jede Handlungen und Tätigkeiten, die mit dem Gegenstand der Gesellschaft im Einklang stehen, zu genehmigen und/oder auszuführen. Sämtliche Befugnisse, die nicht ausdrücklich per Gesetz, durch die vorliegende Satzung oder durch eine bestehende Vereinbarung den Gesellschaftern vorbehalten sind, fallen in den Zuständigkeitsbereich der Geschäftsführung.

Die Geschäftsführer sollen die Tätigkeiten der Gesellschaft gemäß der vorliegenden Satzung, jeder bestehenden Vereinbarung oder Verwaltungsregeln, welche von Zeit zu Zeit in einer Vereinbarung oder anderweitig verabschiedet werden können, verwalten.

Gegenüber Dritten hat die Geschäftsführung die weitestreichenden Befugnisse um in allen Umständen, im Namen und Auftrag der Gesellschaft zu handeln und in jeden Umständen, jeden Akt und jede Handlung, welche nicht durch die vorliegende Satzung oder durch die entsprechende luxemburgische Gesetzgebung im Kompetenzbereich der Gesellschafterversammlung liegt, im Auftrag der Gesellschaft vorzunehmen, zu erlauben und gutzuheißen.

Die Geschäftsführer sollen nach bestem Bemühen Geschäftsführersitzungen regelmäßig und persönlich in Luxembourg abhalten.

Die Geschäftsführer bilden die Geschäftsführung. Jeder Geschäftsführer kann an jeder Sitzung der Geschäftsführung teilnehmen mittels Telefonkonferenz oder anderen zur Verfügung stehenden Kommunikationsmitteln, die den an der Sitzung teilnehmenden Personen erlauben sich zu hören und miteinander kommunizieren zu können. Eine Sitzung kann jederzeit mittels einer Telefonkonferenz oder ähnlichen Kommunikationsmitteln abgehalten werden. Die Teilnahme oder das Abhalten einer Sitzung mit Hilfe dieser Mittel entspricht einer persönlichen Teilnahme an der betroffenen Sitzung. Die Geschäftsführer können sich in den Sitzungen ohne Einschränkung der Anzahl der Vollmachten durch einen anderen Geschäftsführer, der hierzu bevollmächtigt ist, vertreten lassen.

Die Geschäftsführer sind mindestens fünf (5) Geschäftstage vor Beginn einer Sitzung der Geschäftsführung mittels schriftlicher Einberufung, zu benachrichtigen, soweit nicht anderweitig in einer Vereinbarung vorgesehen, außer in Notfällen, in welchem Fall die Art und die Gründe dieser Umstände in der Einberufung erläutert werden müssen. Die schriftliche Einberufung soll die zu besprechenden Themen und vorgesehenen Beschlüsse beinhalten. Auf das Recht auf die oben beschriebene Weise einberufen zu werden kann jeder Geschäftsführer durch schriftliche Zustimmung per Telegramm, Telekopie, Email, Telefax oder per ähnlichem Kommunikationsmittel verzichten. Spezifische Einberufungen sind nicht notwendig für Sitzungen, welche vorher zu einem durch Geschäftsführungsbeschluss genehmigten Zeitplan und zu vorgesehenen Zeiten und an vorbestimmten Orten abgehalten werden.

Entscheidungen der Geschäftsführung werden durch die Mehrheit der Geschäftsführer der Gesellschaft gefasst, soweit nicht anderweitig von luxemburgischem Gesellschaftsrecht, dieser Satzung oder einer Vereinbarung vorgesehen.

Die Protokolle aller Geschäftsführerratssitzungen werden vom Vorsitzenden der Sitzung oder, in seiner Abwesenheit, von zwei Geschäftsführern unterzeichnet. Die Kopien oder Auszüge der Protokolle werden vom Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern unterzeichnet.

Schriftliche Beschlüsse der Geschäftsführung können, aus einem einzigen oder mehreren einzelnen Dokumenten, gültig abgeschlossen werden, wenn sie von allen Mitgliedern der Geschäftsführung schriftlich, per Telegramm, Telefax oder per ähnlichem Kommunikationsmittel genehmigt wurden. Die verschiedenen Dokumente gleichen Inhalts bilden zusammen einen gültigen schriftlichen Beschluss. Beschlüsse der Geschäftsführung, einschließlich schriftliche Beschlüsse, können von einem einzelnen Geschäftsführer beweiskräftig beglaubigt und ein Auszug davon beweiskräftig unterschrieben werden.

Die Gesellschaft wird durch die gemeinsame Unterschrift von zwei seiner Geschäftsführer gebunden. Die Gesellschaft ist in jedem Fall wirksam durch die Unterschrift einer oder mehrerer hierzu durch die Geschäftsführung, oder zwei seiner Geschäftsführer, bevollmächtigten Personen, gebunden. Zwei beliebige Geschäftsführer können, auf gemeinsamen Beschluss, besondere und beschränkte Befugnisse an einen oder mehrere Vertreter übertragen.

Art. 8. Haftung der Geschäftsführung. Die Geschäftsführer sind für Verschuldung der Gesellschaft nicht persönlich haftbar. Als Vertreter der Gesellschaft sind sie jedoch für die Ausführung ihrer Aufgaben und Pflichten verantwortlich.

Vorbehaltlich den unten aufgeführten Ausnahmen und Beschränkungen, wird jede Person, die ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter der Gesellschaft ist oder war, von der Gesellschaft in vollem, gesetzlich erlaubten, Umfang gegen Verbindlichkeiten und gegen alle Ausgaben, welche üblicherweise entstanden sind oder von ihm gezahlt wurden in Verbindung mit Klagen, Streitsachen, Prozessen oder Verfahren, denen er als Partei oder anderweitig ausgesetzt ist aufgrund dessen, dass er ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter ist oder gewesen ist, und die durch deren Beilegung ent-

standenen Kosten, schadlos gehalten werden. Die Begriffe „Klage“, „Streitsache“, „Prozess“ oder „Verfahren“ finden auf alle anhängigen oder bevorstehenden Klagen, Streitsachen, Prozesse oder Verfahren Anwendung (zivilrechtlich, strafrechtlich oder sonstige, einschließlich Rechtsmittel) Anwendung und die Begriffe „Verbindlichkeit“ und „Ausgaben“ beinhalten ohne Beschränkung Anwaltskosten, Prozesskosten, Sicherheitsleistungen, gezahlte Beträge bei Streitbeilegung und andere Verbindlichkeiten.

Einem Geschäftsführer oder leitendem Angestellten wird keine Schadloshaltung gewährt:

(i) gegen Verbindlichkeiten gegenüber der Gesellschaft oder ihrer Gesellschafter, aufgrund von vorsätzlich begangenen unerlaubten Handlungen, Bösgläubigkeit, grober Fahrlässigkeit oder fahrlässiger Missachtung der Aufgaben, die in seiner Amtsführung enthalten sind;

(ii) im Zusammenhang mit jeglichen Verfahren bei welchen er wegen bösgläubigem und nicht im Interesse der Gesellschaft erfolgtem Handeln, verurteilt wurde; oder

(iii) im Falle einer Beilegung, es sei denn die Beilegung ist von einem Gericht unter zuständiger Gerichtsbarkeit oder von der Geschäftsführung genehmigt worden.

Das Recht der Schadloshaltung, das hier vorgesehen ist, ist abtrennbar und berührt keine anderen Rechte auf die der Geschäftsführer oder der leitende Angestellte jetzt oder später ein Anrecht hat, und soll fortgeführt werden in der Person, die aufgehört hat, ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter zu sein und soll dem Vorteil der Erben, Testamentsvollstreckern und Verwaltern einer solchen Person dienen. Nichts hierin Enthaltene berührt die Rechte zur Schadloshaltung, auf die Gesellschaftspersonal, eingeschlossen Geschäftsführer und leitende Angestellte, aufgrund von Vertrag oder anderweitig durch Gesetz, Anspruch haben könnten.

Ausgaben in Verbindung mit Vorbereitung und Vertretung der Verteidigung einer Klage, Streitsache, Prozess oder Verfahren beschrieben in diesem Artikel, sollen von der Gesellschaft vor der endgültigen Verfügung darüber bei Zugang jeglicher Handlung seitens oder im Namen eines leitenden Angestellten oder Geschäftsführers vorgestreckt werden, um den benannten Betrag zurückzuzahlen wenn es letztlich bestimmt ist, dass er keinen Anspruch auf Schadloshaltung unter diesem Artikel hat.

Art. 9. Stimmrechte der Gesellschafter. Jeder Gesellschafter kann an kollektiven Entscheidungen teilnehmen. Die Zahl seiner Stimmen entspricht der Zahl seiner Gesellschaftsanteile und der Gesellschafter kann bei jeder Versammlung durch eine spezielle Vollmacht vertreten werden.

Art. 10. Gesellschafterversammlungen. Die beschlussfähige Mehrheit der Gesellschaftsversammlungen beträgt hundert Prozent des Gesellschaftskapitals. Besteht bei Eröffnung der Sitzung keine Mehrheit, können die anwesenden Gesellschafter keine Beschlüsse abschließen außer die Sitzung zum selben Tag und zur selben Zeit an einen von den Gesellschaftern festgelegten Tag, welcher mindestens zehn Tage nach dem Datum der vertragenen Sitzung stattfinden muss, zu vertagen. Im Falle einer Stimmgleichheit (gemäß dem jeweilig gehaltenen Prozentsatz an Anteilen) zwischen den anwesenden Gesellschaftern, wird die Sitzung zu zehn Tage folgend der vertagten Sitzung vertagt. Die Ankündigung an die Gesellschafter einer solchen Vertagung sowie der Tag und Ort einer neu einberufenen Sitzung, muss mindestens fünf Tage vor der erneut einberufenen Sitzung stattfinden. Die beschlussfähige Mehrheit einer solchen erneut einberufenen Sitzung bezüglich der Tagesordnungspunkte, die an der vertagten Sitzung betrachtet werden sollten, und in der Ankündigung an alle Gesellschafter im Rahmen der vertagten Gesellschaftsversammlung dargelegt wurden, soll fünfzig Prozent des Gesellschaftskapitals betragen, sofern nicht eine höhere Mehrheit vom luxemburgischen Gesellschaftsrecht erfordert wird.

Die Einberufung der Versammlungen hat mindestens acht (8) Tage vor der Versammlung, falls nicht anderweitig in dieser Satzung oder in einer Vereinbarung vereinbart, mittels eingeschriebenen Briefes an die Gesellschafter an ihre im Anteilsregister der Gesellschaft eingetragene Adresse, zu erfolgen und tatsächlich empfangen zu werden. Wenn das gesamte Gesellschaftskapital der Gesellschaft vertreten ist, kann die Sitzung ohne vorherige Einberufung abgehalten werden.

Die Gesellschafter sollen mindestens einmal pro Quartal (oder wie anderweitig zwischen den Gesellschaftern vereinbart) persönlich, schriftlich, über Telekonferenz oder auf jede sonstige vom luxemburgischen Gesellschaftsrecht oder dieser Satzung erlaubten Weise eine Gesellschafterversammlung abhalten. Mindestens eine solche Gesellschafterversammlung pro Jahr soll persönlich in Luxembourg gehalten werden, und die Gesellschafter sollen nach bestem Bemühen sämtliche strategische Diskussionen betreffende Gesellschafterversammlungen persönlich in Luxembourg halten.

Werden Beschlüsse im Wege eines Zirkularbeschlusses der Gesellschafter gefasst, so muss der Inhalt des Beschlusses mindestens acht (8) Tage bevor der Beschluss wirksam werden soll, an alle Gesellschafter in angemessenem zeitlichen Abstand an ihre im Anteilsregister eingeschriebene Adresse mittels eingeschriebenen Briefs übersandt und empfangen werden. Die Beschlüsse werden wirksam bei Zustimmung der vom Gesetz vorgesehenen Mehrheiten für gemeinsame Entscheidungen, jedweder sonstigen Vereinbarung oder dieser Satzung, unter welcher hiervon die höhere Mehrheit erforderlich ist. Einstimmige Zirkularbeschlüsse können jederzeit ohne vorherige Ankündigung getroffen werden.

(i) Die in den Gesellschafterversammlungen zu fassenden Beschlüsse werden von den Gesellschaftern getroffen, welche mehr als die Hälfte des Geschäftskapitals vertreten, soweit nicht anderweitig von luxemburgischem Gesellschaftsrecht, dieser Satzung oder einer Vereinbarung vorgesehen. Die Stimmrechte jedes Gesellschafters sollen proportional zu den von ihm an der Gesellschaft gehaltenen Anteile sein. Wird eine solche Mehrheit bei der ersten Gesellschafterversammlung nicht erreicht, werden die Gesellschafter per Einschreiben zu einer zweiten Gesellschafterversammlung geladen und die Beschlüsse werden sodann aufgrund der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst, unbeschadet der Anzahl der vertre-

tenen Geschäftsanteile. (ii) Die Satzung kann jedoch nur mit Zustimmung (x) der Mehrheit der Gesellschafter, welche (y) zwei Drittel des Gesellschaftskapitals vertreten, abgeändert werden und (iii) Entscheidungen, die Nationalität der Gesellschaft zu ändern, bedürfen der Zustimmung von Gesellschaftern, die einhundert Prozent (100%) des Gesellschaftskapitals vertreten.

Zu keiner Zeit soll die Gesellschaft mehr als dreißig (30) Gesellschafter haben. Zu keiner Zeit soll es einer natürlichen Person gestattet sein, ein Gesellschafter der Gesellschaft zu werden.

Art. 11. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten 1. Januar und endet am einunddreißigsten 31. Dezember eines jeden Jahres.

Art. 12. Jahresabschluss. Der alleinige Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung erstellt jedes Jahr die Jahresabrechnung der Gesellschaft.

Jeder Gesellschafter kann die Jahresabrechnung am Sitz der Gesellschaft einsehen.

Art. 13. Gewinnverwendung. Fünf Prozent (5%) des jährlichen Nettogewinns der Gesellschaft werden der gesetzlich vorgeschriebenen Rücklage zugeführt. Diese Rücklageeinzahlungspflicht besteht nicht mehr, sobald die gesetzliche Rücklage zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals der Gesellschaft beträgt.

Die Gesellschafter können auf Grundlage eines von dem alleinigen Geschäftsführer, beziehungsweise der Geschäftsführung angefertigten Zwischenabschlusses, die Ausschüttung von Interimdividenden (inklusive verfügbare Anteilsprämien oder ähnliche Prämienkonten) beschließen, sofern dieser Zwischenabschluss zeigt, dass ausreichend Gewinne und andere Reserven zur Ausschüttung zur Verfügung stehen, wobei der auszuschüttende Betrag die seit dem Ende des vorhergehenden Geschäftsjahres erzielten Gewinne erhöht um die vorgetragenen Gewinne und ausschüttbaren Rücklagen, reduziert um die vorgetragenen Verluste und die der gesetzlichen Rücklage zuzuführenden Beträge, nicht übersteigen darf. Ausschüttungen aus Nettoanlageerträgen sollen ausschließlich an jene Anteilsklasse / an jene Gesellschafter erfolgen welche in die Investition investiert haben.

„Nettoanlageertrag“ umfasst jegliches Einkommen welches von einer durch die Gesellschaft getätigten Investition (die „Investition“) ableitbar ist, einschließlich jeglicher teilweisen oder kompletten Veräußerung einer Investition (Veräußerung bedeutet Transfers sowie Einlagen jeder Art) sowie jegliche Dividenden und andere Ausschüttungen, Zinsen, Renditen, Tilgungszahlungen, sowie anderes Einkommen und Erträge welche sich vom der Investition, sowie Vermögenswerten und Reserven welche die Gesellschaft bekommen hat beziehungsweise ihr zugerechnet werden können hinsichtlich der Ausgabe von Geschäftsanteilen wie beispielsweise der Prämienanteil oder jedwede Gewinne (betreffend der Investition), vorgetragen, ableiten lassen; abzüglich jeder Kosten, Gebühren und Ausgaben im Zusammenhang mit der Investition (einschließlich Rückzahlungen der Gesellschaft jedweder im Zusammenhang mit der Verwaltung der Investition oder der nicht zugewiesenen Vermögensanlage(n) aufgelaufenen Schulden), und einen Betrag in Höhe des pro rata Teils (berechnet an den allgemeinen Geschäftskosten (gerecht aber unwiderruflich festgesetzt vom alleinigen Geschäftsführer beziehungsweise der Geschäftsführung)).

Der Saldo kann nach Entscheidung der Gesellschafterversammlung den Gesellschafter ausgeschüttet werden.

Die Anteilsprämienkonten (oder ähnliche Prämienkonten) können durch Beschluss der Gesellschafterversammlung an die Gesellschafter ausgeschüttet werden, aber nur an die Gesellschafter der jeweiligen Klasse der Anteilprämienkonten. Die Gesellschafterversammlung kann beschließen, jeden Betrag von den Anteilsprämienkonten (oder ähnlicher Prämienkonten) auf das für die gesetzlichen Rücklagen vorhergesehene Konto zu übertragen.

Dieser Artikel gilt unbeschadet jeglicher von Zeit zu Zeit durch die Gesellschafter bestimmten Ausschüttungsrechte, die zwischen den Inhabern von Anteilen der Klasse A und der Inhabern von Anteilen der Klasse B gemäß einer Vereinbarung bestehen können.

Art. 14. Auflösung. Im Falle einer Auflösung der Gesellschaft ernennt die Gesellschafterversammlung einen oder mehrere Liquidatoren, bei welchen es sich nicht um Gesellschafter handeln muss, zwecks der Durchführung der Auflösung und bestimmt ihre Befugnisse und Vergütung. Dieser Artikel gilt unbeschadet jeglicher von Zeit zu Zeit durch die Gesellschafter bestimmten Verkaufs-/Zuteilungsrechte (auch im Falle der Liquidierung), die zwischen den Inhabern von Anteilen der Klasse A und der Klasse B bestehen können, soweit nicht anderweitig von einer Vereinbarung vorgesehen.

Art. 15. Alleingesellschafter. Sofern nur ein Gesellschafter alle Geschäftsanteile der Gesellschaft hält, gilt Artikel 179 (2) des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und die Artikel 200-1 und 200-2 finden u.a. Anwendung.

Art. 16. Anwendbares Recht. Sämtliche nicht ausdrücklich durch diese Satzung geregelten Angelegenheiten richten sich nach den entsprechenden Regelungen des anwendbaren Gesetzes.

Danach wurden die folgenden Beschlüsse von den Gesellschaftern getroffen:

Erster Beschluss

Die Gesellschafter haben beschlossen zwei Anteilsklassen der Gesellschaft, namentlich Klasse A Anteile und Klasse B Anteile, zu gründen, und die daraus hervorgehenden Rechte und Pflichten durch die Abänderung und Neuformulierung der Satzung der Gesellschaft zu bestimmen, wie in Punkt 4) der Agenda vorgesehen.

Zweiter Beschluss

Die Gesellschafter haben beschlossen alle fünfhundert (500) ausstehenden Gesellschaftsanteile von der Gesellschaft in fünfhundert (500) Klasse A Anteile umzuklassifizieren.

Dritter Beschluss

Die Gesellschafter haben beschlossen das Gesellschaftskapital in Höhe von einhundertzwölftausendfünfhundert Euro (EUR 112.500) von dem aktuellen Betrag von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) auf einhundertfünfundzwanzigtausend Euro (EUR 125.000) durch die Ausgabe von insgesamt viertausend (4.000) Anteilen der Klasse A und fünfhundert (500) Anteilen der Klasse B mit einem Nominalwert von je fünfundzwanzig Euro (EUR 25) (die „Neuen Anteile“) zu erhöhen. Die Neuen Anteile wurden alle von German Holdings, vertreten wie vorgenannt, gegen Zahlung in bar des Zeichnungspreises in Höhe von einhundertzwölftausendfünfhundert Euro (EUR 112.500) (der „Zeichnungspreis“) gezeichnet.

Francium verzichtet auf alle Bezugsrechte die sie haben mögen.

Ein Beweis über die Existenz und den Betrag des Zeichnungspreises, in einem Sperrkonto der Gesellschaft beinhaltet, wurde dem Notar gezeigt.

Vierter Beschluss

Die Gesellschafter haben folglich beschlossen die Satzung der Gesellschaft abzuändern und neu zu formulieren, um die oben genannten Beschlüsse widerzuspiegeln wie in Punkt 4) der Agenda vorgesehen.

Kosten

Die Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Auslagen, unter welcher Form auch immer, welche der Gesellschaft aus Anlass dieser Akte entstehen werden, werden auf ungefähr EUR 2.200,- geschätzt.

Der unterzeichnende Notar, welcher der deutschen und englischen Sprache kundig ist, bestätigt hiermit, dass, auf Anfrage der erschienenen Parteien, vorliegende Urkunde in englischer Sprache verfasst wurde, gefolgt von einer deutschen Übersetzung, und dass, im Falle einer Abweichung zwischen dem englischen und dem deutschen Text, die englische Fassung maßgebend ist.

Aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Verlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Vollmachtnehmer der erschienenen Parteien, hat dieser mit dem amtierenden Notar diese Urkunde unterzeichnet.

Gezeichnet: C. THILL, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 29 septembre 2015. Relation: 1LAC/2015/31092. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, zwecks Hinterlegung im Handels- und Gesellschaftsregister und zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 06. Oktober 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015164638/617.

(150181645) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2015.

Financière Mantra S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 200.478.

STATUTS

L'an deux mille quinze, le vingt-huit septembre

Par-devant nous Maître Danielle Kolbach, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, agissant en remplacement de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, ce dernier restant dépositaire de la présente minute.

A COMPARU:

AIM Services S.à r.l., une société à responsabilité limitée, existant sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B74676, et ayant son siège social au 14, rue Erasme, L-2082 Luxembourg,

dûment représentée par Madame Solange Wolter-Schieres, clerc de notaire demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Luxembourg, le 25 septembre 2015, et

La procuration, paraphée ne varietur par le mandataire de la comparante et le notaire, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d'enregistrement.

La comparante a requis le notaire instrumentant de dresser l'acte de constitution d'une société anonyme qu'elle souhaite constituer avec les statuts suivants:

A. Dénomination - Objet - Durée - Siège social

Art. 1^{er}. Dénomination - Forme. Il existe une société anonyme sous la dénomination «Financière Mantra S.A.» (ci-après la «Société») qui sera régie par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. Objet.

2.1 La Société a pour objet la détention de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères et de toute autre forme de placement, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, de même que le transfert par vente, échange ou de toute autre manière de valeurs mobilières de tout type, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et la mise en valeur de son portefeuille de participations.

2.2 La Société peut également garantir, accorder des sûretés, accorder des prêts ou assister de toute autre manière des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou un droit de quelque nature que ce soit ou qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

2.3 La Société peut lever des fonds, notamment en faisant des emprunts sous toute forme ou en émettant toute sorte d'obligations, de titres ou d'instruments de dettes, d'obligations garanties ou non garanties, et d'une manière générale en émettant des valeurs mobilières de tout type.

2.4 La Société pourra exercer toute activité de nature commerciale, industrielle, financière, immobilière ou de propriété intellectuelle qu'elle estime utile pour l'accomplissement de ces objets.

Art. 3. Durée.

3.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

3.2 Elle pourra être dissoute à tout moment et sans cause par une décision de l'assemblée générale des actionnaires, prise aux conditions requises pour une modification des présents statuts.

Art. 4. Siège social.

4.1 Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

4.2 Le siège social pourra être transféré au sein de la même commune par décision du conseil d'administration. Il pourra être transféré dans toute autre commune du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée générale des actionnaires, prise aux conditions requises pour une modification des présents statuts.

4.3 Des succursales ou bureaux peuvent être créés, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, par décision du conseil d'administration.

4.4 Dans l'hypothèse où le conseil d'administration estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social ou des catastrophes naturelles se sont produits ou seraient imminents, de nature à interférer avec l'activité normale de la Société à son siège social, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances exceptionnelles; ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire, restera luxembourgeoise.

B. Capital social - Actions

Art. 5. Capital social.

5.1 Le capital social de la Société est fixé à trente et un mille euros (EUR 31.000,-), représenté par trente et un mille (31.000) actions d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune.

5.2 Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit par une décision de l'assemblée générale des actionnaires de la Société, prise aux conditions requises pour la modification des présents statuts ou dans les conditions prévues par l'article 6.

5.3 Toutes nouvelles actions à libérer en numéraire doivent être offertes par préférence à (aux) (l')actionnaire(s) existant(s) en proportion du nombre d'actions de même catégorie qu'ils détiennent dans le capital social de la Société. Le conseil d'administration doit déterminer la période au cours de laquelle ce droit préférentiel de souscription pourra être exercé, qui ne peut être inférieure à trente (30) jours à compter de l'envoi à chaque actionnaire d'une lettre recommandée annonçant l'ouverture de la période de souscription. L'assemblée générale des actionnaires peut restreindre ou supprimer le droit préférentiel de souscription de (des) (l')actionnaire(s) existant(s) conformément aux dispositions applicables en matière de modification des statuts. Le conseil d'administration peut restreindre ou supprimer le droit préférentiel de souscription de (des) (l')actionnaire(s) existant(s) conformément aux dispositions de l'article 6 des présentes.

5.4 La Société peut racheter ses propres actions dans les conditions prévues par la Loi.

Art. 6. Capital autorisé.

6.1 Le capital autorisé, incluant le capital social, est fixé à un montant de trente millions d'euros (EUR 30.000.000,-), représenté par trente millions (30.000.000) d'actions avec une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune. Pendant une période de cinq (5) ans à compter de la date de publication des présents statuts ou, le cas échéant, de la décision de renouveler

ou d'augmenter le capital autorisé conformément à cet article, le conseil d'administration est autorisé à émettre des actions, à attribuer des bons de souscription d'actions et à émettre tout autre type d'instrument convertible en actions dans les limites du capital autorisé au profit des personnes et aux conditions qu'il estimera opportunes lui permettant notamment de procéder à cette émission sans qu'un droit préférentiel de souscription aux actions nouvellement émises ne soit réservé aux actionnaires existants. Cette autorisation pourra être renouvelée par une décision de l'assemblée générale des actionnaires, prise aux conditions requises pour la modification des statuts, à chaque fois pour une période ne pouvant excéder une durée de cinq (5) ans.

6.2 Le capital autorisé de la Société pourra être augmenté ou réduit par une décision de l'assemblée générale des actionnaires, prise aux conditions requises pour la modification des statuts.

Art. 7. Actions.

7.1 Le capital social de la Société est divisé en actions ayant chacune la même valeur nominale.

7.2 Les actions de la Société sont nominatives.

7.3 La Société peut avoir un ou plusieurs actionnaires.

7.4 Le décès, la suspension des droits civils, la dissolution, la liquidation, la faillite ou l'insolvabilité ou tout autre événement similaire concernant un actionnaire n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 8. Registre des actions - Transfert des actions.

8.1 Un registre des actions sera tenu au siège social de la Société, où il sera mis à disposition de chaque actionnaire pour consultation. Ce registre devra contenir toutes les informations requises par la Loi. Des certificats d'inscription seront émis sur demande et aux frais de l'actionnaire demandeur.

8.2 La Société ne reconnaît qu'un seul titulaire par action. Les copropriétaires indivis devront désigner un représentant unique qui les représentera vis-à-vis de la Société. La Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits attachés à cette action, jusqu'à ce qu'un tel représentant ait été désigné.

8.3 Les actions sont cessibles dans les conditions prévues par la Loi et par un éventuel pacte d'actionnaires que les actionnaires pourront conclure entre eux et la Société de temps à autre.

8.4 Tout transfert d'actions nominatives deviendra opposable à la Société et aux tiers soit (i) sur déclaration de cession inscrite dans le registre des actionnaires, signée et datée par le cédant et le cessionnaire ou leurs représentants, ou (ii) sur notification d'une cession à la Société ou sur acceptation de la cession par la Société.

C. Assemblées générales d'actionnaires

Art. 9. Pouvoirs de l'assemblée générale des actionnaires. Les actionnaires exercent leurs droits collectifs en assemblée générale d'actionnaires. Toute assemblée générale d'actionnaires de la Société régulièrement constituée représente l'ensemble des actionnaires de la Société. L'assemblée générale des actionnaires est investie des pouvoirs qui lui sont expressément réservés par la Loi et par les présents statuts.

Si la Société a un actionnaire unique, toute référence faite à «l'assemblée générale des actionnaires» devra, selon le contexte et le cas échéant, être entendue comme une référence à «l'actionnaire unique», et les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des actionnaires devront être exercés par l'actionnaire unique.

Art. 10. Convocation des assemblées générales d'actionnaires.

10.1 L'assemblée générale des actionnaires de la Société peut, à tout moment, être convoquée par le conseil d'administration ou, le cas échéant, par le(s) commissaire(s) aux comptes.

10.2 L'assemblée générale des actionnaires doit obligatoirement être convoquée par le conseil d'administration ou par le(s) commissaire(s) aux comptes sur demande écrite d'un ou plusieurs actionnaires représentant au moins dix pour cent (10%) du capital social de la Société. En pareil cas, l'assemblée générale des actionnaires devra être tenue dans un délai d'un (1) mois à compter de la réception de cette demande.

10.3 Les convocations pour toute assemblée générale des actionnaires contiennent la date, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de l'assemblée et sont effectuées au moyen d'annonces insérées deux fois à huit jours d'intervalle au moins et huit jours avant l'assemblée, dans le Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations et dans un journal luxembourgeois. Les convocations par lettre doivent être envoyées huit (8) jours avant l'assemblée générale aux actionnaires en nom, sans qu'il ne doive être justifié de l'accomplissement de cette formalité. Lorsque toutes les actions émises par la Société sont des actions nominatives, les convocations peuvent être faites uniquement par lettre recommandée et devront être adressées à chaque actionnaire au moins huit (8) jours avant la date prévue pour l'assemblée générale des actionnaires.

10.4 Si tous les actionnaires sont présents ou représentés et ont renoncé à toute formalité de convocation, l'assemblée générale des actionnaires peut être tenue sans convocation préalable, ni publication.

Art. 11. Conduite des assemblées générales d'actionnaires.

11.1 L'assemblée générale annuelle des actionnaires doit être tenue à Luxembourg, au siège social de la Société ou à tout autre endroit au Luxembourg tel qu'indiqué dans la convocation, le premier vendredi du mois de juin à 11 heure(s). Si la date indiquée est un jour férié, l'assemblée générale des actionnaires aura lieu le jour ouvrable suivant. Les autres assemblées générales d'actionnaires pourront se tenir à l'endroit et l'heure indiqués dans les convocations respectives.

11.2 Un bureau de l'assemblée doit être constitué à chaque assemblée générale d'actionnaires, composé d'un président, d'un secrétaire et d'un scrutateur, sans qu'il ne soit nécessaire que ces membres du bureau de l'assemblée soient actionnaires ou membres du conseil d'administration. Le bureau doit notamment s'assurer que l'assemblée est tenue en conformité avec les règles applicables et, en particulier, en conformité avec les règles relatives à la convocation, aux conditions de majorité, au partage des voix et à la représentation des actionnaires.

11.3 Une liste de présence doit être tenue à toute assemblée générale d'actionnaires.

11.4 Un actionnaire peut participer à toute assemblée générale des actionnaires en désignant une autre personne comme son mandataire par écrit ou par télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen de communication. Une personne peut représenter plusieurs ou même tous les actionnaires.

11.5 Les actionnaires qui prennent part à une assemblée par conférence téléphonique, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication permettant leur identification et permettant à toutes les personnes participant à l'assemblée de s'entendre mutuellement sans discontinuité, garantissant une participation effective à l'assemblée, sont réputés être présents pour le calcul du quorum et des voix, à condition que de tels moyens de communication soient disponibles sur les lieux de l'assemblée.

11.6 Chaque actionnaire peut voter à une assemblée générale des actionnaires au moyen d'un bulletin de vote signé, envoyé par courrier, courrier électronique, télécopie ou tout autre moyen de communication au siège social de la Société ou à l'adresse indiquée dans la convocation. Les actionnaires ne peuvent utiliser que les bulletins de vote fournis par la Société qui indiquent au moins le lieu, la date et l'heure de l'assemblée, l'ordre du jour de l'assemblée, les résolutions soumises à l'assemblée, ainsi que pour chaque résolution, trois cases à cocher permettant à l'actionnaire de voter en faveur ou contre la résolution proposée, ou d'exprimer une abstention par rapport à chacune des résolutions proposées, en cochant la case appropriée.

11.7 Les bulletins de vote qui, pour une résolution proposée, n'indiquent pas uniquement (i) un vote en faveur ou (ii) contre la résolution proposée ou (iii) exprimant une abstention sont nuls au regard de cette résolution. La Société ne tiendra compte que des bulletins de vote reçus avant la tenue de l'assemblée générale des actionnaires à laquelle ils se rapportent.

Art. 12. Quorum et vote.

12.1 Chaque action donne droit à une voix en assemblée générale d'actionnaires.

12.2 Sauf disposition contraire de la Loi ou des statuts, les décisions prises en assemblée générale d'actionnaires dûment convoquées ne requièrent aucune condition de quorum et sont adoptées à la majorité simple des voix valablement exprimées quelle que soit la part du capital social représentée. Les abstentions et les votes blancs ou nuls ne sont pas pris en compte.

Art. 13. Modification des statuts. Sauf disposition contraire, les présents statuts peuvent être modifiés à la majorité des deux-tiers des voix des actionnaires valablement exprimées lors d'une assemblée générale des actionnaires à laquelle plus de la moitié du capital social de la Société est présente ou représentée. Si le quorum n'est pas atteint à une assemblée, une seconde assemblée pourra être convoquée dans les conditions prévues par la Loi et les présents statuts qui pourra alors délibérer quel que soit le quorum et au cours de laquelle les décisions seront adoptées à la majorité des deux-tiers des voix valablement exprimées. Les abstentions et les votes blancs ou nuls ne sont pas pris en compte.

Art. 14. Changement de nationalité. Les actionnaires ne peuvent changer la nationalité de la Société qu'avec le consentement unanime des actionnaires.

Art. 15. Ajournement des assemblées générales des actionnaires. Dans les conditions prévues par la Loi, le conseil d'administration peut, ajourner séance tenante, une assemblée générale d'actionnaires à quatre (4) semaines. Le conseil d'administration peut prendre une telle décision à la demande des actionnaires représentant au moins vingt pour cent (20%) du capital social de la Société. Dans l'hypothèse d'un ajournement, toute décision déjà adoptée par l'assemblée générale des actionnaires sera annulée.

Art. 16. Procès-verbal des assemblées générales d'actionnaires.

16.1 Le bureau de toute assemblée générale des actionnaires doit dresser un procès-verbal de l'assemblée qui doit être signé par les membres du bureau de l'assemblée ainsi que par tout autre actionnaire à sa demande.

16.2 Toute copie ou extrait de ces procès-verbaux originaux, à produire dans le cadre de procédures judiciaires ou à remettre à tout tiers devra être certifié(e) conforme à l'original par le notaire dépositaire de l'acte original dans l'hypothèse où l'assemblée aurait été retranscrite dans un acte authentique, ou devra être signé par le président du conseil d'administration ou par deux membres du conseil d'administration.

D. Administration

Art. 17. Composition et pouvoirs du conseil d'administration.

17.1 La Société est gérée par un conseil d'administration composé d'au moins trois (3) membres. Cependant, lorsque la Société a été constituée par un actionnaire unique ou lorsqu'il apparaît, lors d'une assemblée générale d'actionnaires, que toutes les actions émises par une Société sont détenues par un actionnaire unique, la Société peut être gérée par un administrateur unique jusqu'à la prochaine assemblée générale d'actionnaires consécutive à l'augmentation du nombre d'actionnaires. Dans cette hypothèse, le cas échéant et lorsque l'expression «administrateur unique» n'est pas mentionnée

expressément dans les présents statuts, une référence au «conseil d'administration» utilisée dans les présents statuts doit être entendue comme une référence à l'«administrateur unique».

17.2 Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société et pour prendre toute mesure nécessaire ou utile afin de réaliser l'objet social de la Société, à l'exception des pouvoirs réservés par la Loi ou par les présents statuts à l'assemblée générale des actionnaires.

Art. 18. Gestion journalière.

18.1 La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en rapport avec une telle gestion journalière peut, en conformité avec l'article 60 de la Loi être déléguée à un ou plusieurs administrateurs, dirigeants ou mandataires, agissant individuellement ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs pouvoirs seront déterminés par une décision du conseil d'administration.

18.2 La Société peut également conférer des pouvoirs spéciaux au moyen d'une procuration authentique ou d'un acte sous seing privé.

Art. 19. Nomination, révocation et durée des mandats des administrateurs.

19.1 Les administrateurs sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui détermine leur rémunération et la durée de leur mandat.

19.2 La durée du mandat d'un administrateur ne peut excéder six (6) ans. Les administrateurs peuvent faire l'objet de réélections successives.

19.3 Chaque administrateur est nommé à la majorité simple des voix valablement exprimées à une assemblée générale des actionnaires.

19.4 Chaque administrateur peut être révoqué de ses fonctions à tout moment et sans motif par l'assemblée générale des actionnaires à la majorité simple voix valablement exprimées.

19.5 Si une personne morale est nommée en tant qu'administrateur de la Société, cette personne morale doit désigner une personne physique en qualité de représentant permanent qui doit assurer cette fonction au nom et pour le compte de la personne morale. La personne morale peut révoquer son représentant permanent uniquement si elle nomme simultanément son successeur. Une personne physique peut uniquement être le représentant permanent d'un seul (1) administrateur de la Société et ne peut être simultanément administrateur de la Société.

Art. 20. Vacance d'un poste d'administrateur.

20.1 Dans l'hypothèse où un poste d'administrateur deviendrait vacant suite au décès, à l'incapacité juridique, à la faillite, à la retraite ou autre, cette vacance pourra être comblée à titre temporaire et pour une durée ne pouvant excéder le mandat initial de l'administrateur qui fait l'objet d'un remplacement par les administrateurs restants jusqu'à ce que la prochaine assemblée générale d'actionnaires, appelée à statuer sur la nomination permanente d'un nouvel administrateur en conformité avec les dispositions légales applicables.

20.2 Dans l'hypothèse où la vacance surviendrait alors que la Société est gérée que par un administrateur unique, cette vacance devra être comblée sans délai par l'assemblée générale des actionnaires.

Art. 21. Convocation aux conseils d'administration.

21.1 Le conseil d'administration se réunit à la demande du président, ou de n'importe quel administrateur. Les réunions du conseil d'administration doivent être tenues au siège social de la Société sauf indication contraire dans la convocation.

21.2 Une convocation écrite à toute réunion du conseil d'administration doit être adressée aux administrateurs vingt-quatre (24) heures au moins avant l'heure prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence devront être exposés dans la convocation. Cette convocation peut être omise si chaque administrateur y consent par écrit, par télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication, une copie dudit document signé constituant une preuve suffisante d'un tel accord. Aucune convocation préalable ne sera exigée pour toute réunion du conseil d'administration dont l'heure et l'endroit auront été déterminés dans une décision précédente adoptée par le conseil d'administration et qui aura été communiquée à l'ensemble des membres du conseil d'administration.

21.3 Aucune convocation préalable n'est requise dans l'hypothèse où tous les membres du conseil d'administration sont présents ou représentés à une réunion du conseil d'administration et renonceraient à toute formalité de convocation ou dans l'hypothèse où des décisions écrites auraient été approuvées et signées par tous les membres du conseil d'administration.

Art. 22. Conduite des réunions du conseil d'administration.

22.1 Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président. Il peut également élire un secrétaire qui n'est pas nécessairement un administrateur et qui est chargé de la tenue du procès-verbal de chaque conseil d'administration.

22.2 Le président doit présider toute réunion du conseil d'administration, mais, en son absence, le conseil d'administration peut nommer un autre administrateur en qualité de président temporaire par une décision adoptée à la majorité des administrateurs présents.

22.3 Tout administrateur peut participer à toute réunion du conseil d'administration en désignant comme mandataire un autre membre du conseil d'administration par écrit, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen analogue de communication, la copie d'une telle désignation constituant une preuve suffisante d'un tel mandat.

22.4 Les réunions du conseil d'administration peuvent aussi être tenues par conférence téléphonique, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication autorisant les personnes participant à de telles réunions de s'entendre les uns les autres de manière continue et permettant une participation effective à ces réunions. La participation à une réunion par ces moyens équivaldra à une participation en personne et la réunion devra être considérée comme ayant été tenue au siège social de la Société.

22.5 Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer ou statuer que si la majorité au moins des administrateurs est présente ou représentée.

22.6 Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés. En cas de partage des voix, le président n'a pas de voix prépondérante.

22.7 Sauf disposition contraire de la Loi, tout administrateur qui a, directement ou indirectement, un intérêt dans une opération soumise à l'autorisation du conseil d'administration qui serait contraire aux intérêts de la Société, doit informer le conseil d'administration de ce conflit d'intérêts et cette déclaration doit être actée dans le procès-verbal du conseil d'administration. L'administrateur concerné ne peut prendre part ni aux discussions relatives à cette opération, ni au vote y afférent. Ce conflit d'intérêts doit également faire l'objet d'une communication aux actionnaires, lors de la prochaine assemblée générale des actionnaires, et avant toute prise de décision de l'assemblée générale des actionnaires sur tout autre point à l'ordre du jour.

22.8 Lorsque la Société ne comprend qu'un administrateur unique, les opérations conclues entre la Société et cet administrateur en situation de conflit d'intérêts avec la Société doivent simplement être mentionnées dans la décision de l'administrateur unique.

22.9 Les règles du conflit d'intérêts ne s'appliquent pas lorsque la décision du conseil d'administration ou de l'administrateur unique se rapporte à des opérations courantes, conclues à des conditions normales.

22.10 Le conseil d'administration peut, à l'unanimité, adopter des décisions par voie circulaire en exprimant son consentement par écrit, par télécopie, par courrier électronique ou par tout autre moyen analogue de communication. Les administrateurs peuvent exprimer leur consentement séparément, l'intégralité des consentements constituant une preuve de l'adoption des décisions. La date d'adoption de ces décisions sera la date de la dernière signature.

Art. 23. Procès-verbaux des réunions du conseil d'administration - procès-verbaux des décisions de l'administrateur unique.

23.1 Le procès-verbal de toute réunion du conseil d'administration doit être signé par le président du conseil d'administration, ou en son absence, par le président temporaire, ou par deux (2) administrateurs. Des copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourront être produits en justice ou d'une autre manière devront être signés par le président du conseil d'administration ou par deux (2) administrateurs.

23.2 Les décisions de l'administrateur unique doivent être retranscrites dans des procès-verbaux qui doivent être signés par l'administrateur unique. Des copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourront être produits en justice ou d'une autre manière devront être signés par l'administrateur unique.

Art. 24. Relations avec les tiers.

24.1 La Société est engagée à l'égard des tiers en toutes circonstances par (i) la signature de l'administrateur unique ou, si la société a plusieurs administrateurs, par la signature conjointe de deux (2) administrateurs ou par (ii) la signature unique ou les signatures conjointes de toute(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) un tel pouvoir aura été délégué par le conseil d'administration dans les limites d'une telle délégation.

24.2 Dans les limites de la gestion journalière, la Société est engagée à l'égard des tiers par la signature de toute(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) un tel pouvoir aura été délégué par le conseil d'administration, agissant individuellement ou conjointement dans les limites d'une telle délégation.

E. Audit et surveillance de la société

Art. 25. Commissaire aux comptes.

25.1 Les opérations de la Société feront l'objet d'une surveillance par un ou plusieurs commissaires aux comptes. L'assemblée générale des actionnaires désignera les commissaires aux comptes et déterminera la durée de leurs fonctions, qui ne pourra excéder six (6) ans.

25.2 Tout commissaire aux comptes peut être révoqué à tout moment, sans préavis et sans motif, par l'assemblée générale des actionnaires.

25.3 Les commissaires aux comptes ont un droit illimité de surveillance et de contrôle permanents sur toutes les opérations de la Société.

25.4 Si l'assemblée générale des actionnaires de la Société désigne un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés conformément à l'article 69 de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, telle que modifiée, l'obligation de nommer un (des) commissaire(s) aux comptes est supprimée.

25.5 Le réviseur d'entreprises agréé peut être révoqué par l'assemblée générale des actionnaires uniquement pour juste motif ou avec son accord.

F. Exercice social - Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Acomptes sur dividendes

Art. 26. Exercice social. L'exercice social de la Société commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente et un décembre de la même année.

Art. 27. Comptes annuels - Affectation des bénéfices.

27.1 Au terme de chaque exercice social, les comptes sont clôturés et le conseil d'administration dresse un inventaire de l'actif et du passif de la Société, le bilan et le compte de profits et pertes conformément à la Loi.

27.2 Sur les bénéfices annuels nets de la Société, cinq pour cent (5%) au moins seront affectés à la réserve légale. Cette affectation cessera d'être obligatoire dès que et tant que le montant total de la réserve légale de la Société atteindra dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

27.3 Les sommes apportées à une réserve de la Société par un actionnaire peuvent également être affectées à la réserve légale, si l'actionnaire apporteur y consent.

27.4 En cas de réduction du capital social, la réserve légale de la Société pourra être réduite en proportion afin qu'elle n'excède pas dix pour cent (10%) du capital social.

27.5 Sur proposition du conseil d'administration, l'assemblée générale des actionnaires décide de l'affectation du solde des bénéfices distribuables de la Société conformément à la Loi et aux présents statuts.

27.6 Les distributions aux actionnaires seront effectuées en proportion du nombre d'actions qu'ils détiennent dans la Société.

Art. 28. Acomptes sur dividendes - Prime d'émission et primes assimilées.

28.1 Le conseil d'administration peut décider de distribuer des acomptes sur dividendes dans le respect des conditions prévues par la Loi.

28.2 Toute prime d'émission, prime assimilée ou autre réserve distribuable peut être librement distribuée aux actionnaires sous réserve des dispositions de la Loi et des présents statuts.

G. Liquidation

Art. 29. Liquidation.

29.1 En cas de dissolution de la Société, conformément à l'article 3.2 des présents statuts, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs nommés par l'assemblée générale des actionnaires ayant décidé la dissolution de la Société et qui fixera les pouvoirs et émoluments de chacun des liquidateurs. Sauf disposition contraire, les liquidateurs disposeront des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et du passif de la Société.

29.2 Le surplus résultant de la réalisation de l'actif et du passif sera réparti entre les actionnaires en proportion du nombre des actions qu'ils détiennent dans la Société.

H. Disposition finale - Loi applicable

Art. 30. Loi applicable. Tout ce qui n'est pas régi par les présents statuts sera déterminé en conformité avec la Loi.

Dispositions transitoires

1. Le premier exercice social commencera le jour de la constitution de la Société et se terminera le 31 décembre 2015.
2. La première assemblée générale des actionnaires sera tenue en 2016.
3. Des acomptes sur dividendes pourront être distribués au cours du premier exercice social de la Société.

Souscription et paiement

Les trente et un mille (31.000) actions émises ont été souscrites par AIM Services S.à r.l., susmentionnée, pour un prix de trente et un mille euros (EUR 31.000,-) et ont été intégralement libérées par voie d'apport en numéraire de sorte que le montant de trente et un mille euros (EUR 31.000,-) est dès à présent à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

L'apport total d'un montant de trente et un mille euros (EUR 31.000,-) est entièrement affecté au capital social.

Déclaration

Le notaire-rédacteur de l'acte déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées aux articles 26, 26-3 et 26-5 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée et en constate expressément l'accomplissement.

Frais

Le montant des dépenses, frais, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution est évalué à environ EUR 1.500,-.

Décisions de l'actionnaire unique

L'actionnaire constituant, représentant l'intégralité du capital social de la Société et ayant renoncé aux formalités de convocation, a adopté les décisions suivantes:

1. L'adresse du siège social de la Société est établie au 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg.

2. Les personnes suivantes est sont nommées administrateurs jusqu'à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2019:

(i) Olivier Hamou, né à Levallois-Perret, (France), le 19 décembre 1973, résidant professionnellement à 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg.

(ii) Denis Pradon, né à Lyon (France) le 26 décembre 1951, résidant professionnellement à 3, rue du Fort Dumoulin, L-1425 Luxembourg.

(iii) Sylvain Grange, né à Villeneuve-sur-Lot (France) le 4 avril 1971, résidant professionnellement à 6 avenue du Professeur André Lemierre F-75020 Paris.

3. La personne suivante est nommée en tant que commissaire aux comptes jusqu'à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2019:

L'Alliance Révision S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B 46498, ayant son siège social à 1, Rue des Glacis, L-1628 Luxembourg,

Dont acte, passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

L'acte ayant été lu au mandataire de la comparante connu du notaire instrumentant par nom, prénom, et résidence, ledit mandataire de la comparante a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: S. WOLTER-SCHIERES et D. KOLBACH.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 30 septembre 2015. Relation: 1LAC/2015/31265. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 6 octobre 2015.

Référence de publication: 2015164602/373.

(150181776) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2015.

Flash Europe International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5326 Contern, 19, rue Edmond Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 41.128.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Flash Europe International S.A.

Société anonyme

FIDUCIAIRE DES P.M.E. SA

Référence de publication: 2015164603/12.

(150181642) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2015.

GIP Development, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3364 Leudelange, 2-4, rue du Château d'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 185.701.

In the year two thousand and fifteen, on the fifteenth day of September

Before Maître Martine DECKER, notary residing in Hesperange.

There appeared:

- Aurelius Advancement International GmbH, a company under German law, having its registered office at Ludwig-Ganghofer-Strasse 6, D-82031 Grünwald (Germany) and registered with the Handelsregister B des Amtsgerichts München under number HRB 204658,

here represented by Mr. Andrzej Cebrat, Managing Director, residing at 15, Am Hesselter, L-6171 Godbrange, Grand-Duchy of Luxembourg,

by virtue of a proxy under private seal, given in Grünwald, on August 20th, 2015,

the said proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder, and the officiating notary, shall remain attached to the present deed for the purpose of the registration,

Which appearing party, represented as stated here above, has declared to be the Sole Shareholder of the "société à responsabilité limitée" «GIP Development», with registered office at L-2529 Howald, 25, rue des Scillas, filed with the

Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg under number B 185.701 (the “Company”), incorporated following a Partial Demerger deed of Maître Cosita DELVAUX, notary then residing in Redange-sur-Attert, on March 25th, 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 850 on April 3rd, 2014.

The Sole Shareholder, as represented, representing the whole share capital of the Company, has requested the undersigned notary to record the following resolutions passed:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to transfer the registered office of the Company from L-2529 Howald, 25, rue des Scillas to L-3364 Leudelange, 2-4, rue du château d’Eau, and subsequently to modify article 5 paragraph 1 of the Articles of Association as follows:

« **Art. 5. (paragraph 1).** The registered office of the Company is established in Leudelange, Grand-Duchy of Luxembourg.»

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to appoint Mr Hermann HOLST, Managing Director, born on 16 November 1969 at Niebüll (Germany), residing in L-8019 Strassen, 74, rue du Bois, as manager of the Company for an unlimited duration.

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to amend article 7.2 paragraph 2 of the Articles of Association as follows:

« **Art. 7.2. (paragraph 2).** The Company shall be validly committed towards third parties by the sole signature of its single manager, and in case of plurality of managers, by the joint signature of two managers and in case there exist different categories of managers by the joint signature of at least one category A manager and one category B manager.»

Costs

The costs, expenses, remuneration or charges of any form whatsoever incumbent to the Company and charged to it by reason of the present deed are estimated at EUR 1,280.-.

The undersigned notary, who speaks and understands English, states herewith that upon request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version, and in case of any divergences between the English and the French text, the English version shall prevail.

Whereof the present deed was drawn up in Hesperange, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder of the appearing person, known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with Us notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L’an deux mil quinze, le quinze septembre.

Pardevant Maître Martine DECKER, notaire de résidence à Hesperange;

A comparu:

- Aurelius Advancement International GmbH, une société de droit allemand, ayant son siège social à Ludwig-Ganghofer-Strasse 6, D-82031 Grünwald (Allemagne), et inscrite au Handelsregister B des Amtsgerichts München sous le numéro HRB 204658,

ici représentée par Monsieur Andrzej Cebrat, marketing systems, demeurant au 15, Am Hesselter, L-6171 Godbrange, Grand-Duché de Luxembourg,

en vertu d’une procuration sous seing privé, délivrée à Grünwald, le 20 août 2015,

Laquelle procuration après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire de la comparante et le notaire soussigné restera annexée aux présentes pour être soumise avec elles aux formalités de l’enregistrement.

Laquelle comparante, représentée comme dit ci-avant, a déclaré être la seule et unique Associée de la société à responsabilité limitée «GIP Development», ayant son siège social à L-2529 Howald, 25, rue des Scillas, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 185.701 (la «Société»), constituée suivant acte de scission reçu par Maître Cosita DELVAUX, notaire alors de résidence à Redange-sur-Attert, en date du 25 mars 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Numéro 850 du 3 avril 2014.

L’Associée unique, telle que représentée, représentant l’intégralité du capital social de la Société, a requis le notaire instrumentant d’acter les résolutions prises suivantes:

Première résolution

L’Associée unique décide de transférer le siège social de la Société de L-2529 Howald, 25, rue des Scillas à L-3364 Leudelange, 2-4, rue du château d’Eau, et de modifier en conséquence l’article 5 alinéa 1 des statuts comme suit:

« **Art. 5. (alinéa 1).** Le siège social de la Société est établi à Leudelange, Grand-Duché de Luxembourg.»

Deuxième résolution

L'Associée unique décide de nommer Monsieur Hermann HOLST, gérant de société, né le 16 novembre 1969 à Niebüll (Allemagne), demeurant à L-8019 Strassen, 74, rue du Bois, en qualité de gérant pour une durée indéterminée.

Troisième résolution

L'Associée unique décide de modifier l'article 7.2 paragraphe 2 des statuts comme suit:

« **Art. 7.2 (alinéa 2).** La Société est engagée vis-à-vis des tiers par la seule signature du gérant unique et en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux gérants et s'il existe différentes catégories de gérants par la signature conjointe d'au moins un gérant de catégorie A et d'un gérant de catégorie B.»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge, en raison des présentes, sont estimés à 1.280,- EUR.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare que sur la demande de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction française, et qu'en cas de divergences entre la version anglaise et la version française, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Hesperange, en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connu du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Cebrat, M. Decker.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 23 septembre 2015. Relation: 1LAC/2015/30237. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Paul Molling.

POUR EXPÉDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Hesperange, le 06 octobre 2015.

Référence de publication: 2015164665/94.

(150181250) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2015.

Kani Lux Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 151.969.

Les comptes annuels de la société pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 octobre 2015.

Référence de publication: 2015164785/11.

(150181739) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2015.

JM Topert Mondial S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8211 Mamer, 53, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 198.956.

L'an deux mille quinze, le vingt-deux septembre.

Par-devant Maître Pierre PROBST, notaire de résidence à Ettelbruck,

s'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire de la société anonyme «JM TOPERT MONDIAL SA», ayant son siège social à L-8211 Mamer, 53, route d'Arlon, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 198.956;

constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire en date du 16 juillet 2015, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2563 du 21 septembre 2015;

La séance est ouverte à 9 heures sous la présidence de Madame Barbara CHOTIN, employée privée, demeurant professionnellement à L-8211 Mamer, 53, route d'Arlon.

L'assemblée décide à l'unanimité de renoncer à la nomination d'un secrétaire et d'un scrutateur.

Le bureau ainsi constitué, Monsieur le Président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter:

1. Que les actionnaires présents et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence qui restera annexée au présent procès-verbal, après avoir été signée par les actionnaires présents, les membres du bureau et le notaire instrumentaire.

2. Qu'il résulte de ladite liste de présence que les mille (1.000) actions, représentatives du capital social, sont toutes représentées à la présente assemblée et qu'il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents se reconnaissent dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu parfaite connaissance de l'ordre de jour qui leur a été communiqué au préalable.

3. Que, dès lors, la présente assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur son ordre du jour, conçu comme suit:

- augmentation du capital d'un montant de 16.196.715,20.- euros
- ainsi que modification des statuts y relative;

Ce fait exposé et reconnu exact par l'assemblée, cette dernière, après en avoir délibéré, a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide à l'unanimité d'augmenter le capital par un montant de seize millions cent quatre-vingt-seize mille sept cent quinze euros et vingt centimes (16.196.715,20.-€) pour le porter de son montant actuel de trente-et-un mille euros (31.000.-EUR) à un montant de seize millions deux cent vingt-sept mille sept cent quinze euros et vingt centimes (16.227.715,20.-€) sans émissions de nouvelles actions, mais par augmentation de la valeur des actions actuelles tout en abolissant leur valeur nominale;

par conversion d'une créance, soit la somme de seize millions cent quatre-vingt-seize mille sept cent quinze euros et vingt centimes (16.196.715,20.-€), se trouvant à la libre disposition de la société ainsi qu'il en a été justifié au notaire qui le constate expressément;

Selon un rapport de révision établi par le réviseur d'entreprise SOCIETE DE REVISION ET D'EXPERTISE SARL, signé par Monsieur Aniel GALLO, et Madame Sabrina SIMON, demeurant à Mamer, 53, route d'Arlon, lequel rapport restera, après avoir été paraphé «ne varietur» par les comparants et le notaire instrumentaire, annexé au présent acte pour être formalisé avec lui.

La conclusion du réviseur d'entreprise se lit comme suit:

«Conclusion

Sur base de nos diligences aucun fait n'a été porté à notre attention qui nous laisse penser que la valeur globale de l'apport ne correspond pas au moins au montant de l'augmentation de capital de la société JM TOPERT MONDIAL S.A. envisagée sans émission de nouvelles actions.

Mamer, le 13 septembre 2015

Aniel Gallo Sabrina Simon

Réviseur d'entreprises

Signé:»

Deuxième résolution:

Ensuite l'assemblée décide à l'unanimité de changer l'article 4 des statuts qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 4.** Le capital social de la société est fixé à seize millions deux cent vingt-sept mille sept cent quinze euros et vingt centimes (16.227.715,20.-€) représentée par MILLE (1.000) actions sans valeur nominale.»

Rien d'autre n'étant à l'ordre du jour, la séance a été levée.

Frais

Les parties ont évalué les frais incombant à la société du chef des présentes à environ quatre mille sept cents euros (4.500.-€).

Les frais des présentes sont à charge de la société.

Dont acte, fait et passé à Ettelbruck, en l'étude du notaire instrumentaire, date qu'en tête des présentes.

Et lecture faite, les comparants, connus du notaire par noms, prénoms usuels, état et demeure, ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Barbara CHOTIN, Pierre PROBST.

Enregistré à Diekirch Actes Civils, Le 23 septembre 2015. Relation: DAC/2015/15679. Reçu soixante-quinze euros 75,00.-€.

Le Receveur (signé): Tholl.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande et aux fins de publication au Mémorial.

Ettelbruck, le 6 octobre 2015.

Référence de publication: 2015164776/71.

(150181231) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2015.

Kneip Communication S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 33-39, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 45.747.

—
In the year two thousand and fifteen, on the twenty-eighth day of September.

Before Maître Joëlle Baden, notary, residing in Luxembourg,

Is held

An extraordinary general meeting of shareholders of “KNEIP COMMUNICATION S.A.”, a société anonyme, with registered office at L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen, recorded with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B45.747, incorporated pursuant to a notarial deed on 12th November 1993, published in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, number 33 on 27th January 1994 (the “Company”).

The articles of incorporation of the Company have been amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary dated 22nd March 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1135 on 14th May 2013.

The meeting is opened at 10.15 a.m. with Mrs. Corinne BITTERLICH, employee, residing professionally in Luxembourg,

who appointed as secretary Mrs Cheryl GESCHWIND, employee, residing professionally in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer. Mrs. Flora GIBERT, employee, residing professionally in Luxembourg.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I. - That the meeting is held with the following

Agenda

1. Transfer of the registered office from 26-28 rue Edward Steichen in Luxembourg (L-2540) to 33-39 rue du Puits Romain in Bertrange (L-8070) and subsequent amendment of Article 4 1st paragraph of the Articles of Incorporation to be read as follows: “The registered office of the Company is established in Bertrange. The registered office may be transferred within the municipality of Bertrange by decision of the Board of Directors. It may be transferred to any other location in the Grand-Duchy of Luxembourg by resolution of the General Meeting. Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the Board of Directors.”

2. Amendment of Article 11.2 of the Articles of Incorporation to be read as follows: “Convening notice of any meeting of the Board of Directors shall be given to all directors whether in writing, or by facsimile, cable, telex, telegram or electronic means, at least eight Business Days in advance of the hour set for such meeting, except (i) in case a meeting is adjourned for lack of quorum, in which case the relevant meeting shall be adjourned for five Business Days; and (ii) in circumstances of emergency, with the majority consent of the directors, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting.

Notice may be waived by the consent in writing or by facsimile, cable, telex, telegram or electronic means of each director. A meeting may be held at shorter notice and/or no separate notice shall be required for meetings at which all the directors are present or represented and have declared that they had prior knowledge of the agenda as well as for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors”.

3. Miscellaneous

II. - That the present or represented shareholders, the proxyholders of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the present shareholders, the proxyholders of the represented shareholders and by the board of the meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The proxies of the represented shareholders will also remain attached to the present deed after having been initialled *in varietur* by the persons appearing.

III. - That the whole corporate capital being present or represented at the present meeting and the shareholders declaring that they have had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting, no convening notices were necessary.

IV. - That the present meeting, representing the whole corporate capital, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items on the agenda.

Then the general meeting, after deliberation, took unanimously the following resolutions:

First resolution:

The general meeting resolves to transfer the registered office from L-2540 Luxembourg 26-28 rue Edward Steichen, to L-8070 Bertrange 33-39 rue du Puits Romain, and to amend the first paragraph of article 4 of the articles of incorporation of the Company to be read as follows:

“ **Art. 4. (first paragraph).** The registered office of the Corporation is established in Bertrange. The registered office may be transferred within the municipality of Bertrange by decision of the Board of Directors. It may be transferred to any other location in the Grand-Duchy of Luxembourg by resolution of the General Meeting. Branches or other offices may be established either in the Grand-Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the Board of Directors.”

Second resolution:

The general meeting resolves to amend article 11.2 of the articles of incorporation of the Company as follows:

“ **11.2. Notice of Meetings.** Convening notice of any meeting of the Board of Directors shall be given to all directors whether in writing, or by facsimile, cable, telex, telegram or electronic means, at least eight Business Days in advance of the hour set for such meeting, except (i) in case a meeting is adjourned for lack of quorum, in which case the relevant meeting shall be adjourned for five Business Days; and (ii) in circumstances of emergency, with the majority consent of the directors, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting.

Notice may be waived by the consent in writing or by facsimile, cable, telex, telegram or electronic means of each director. A meeting may be held at shorter notice and/or no separate notice shall be required for meetings at which all the directors are present or represented and have declared that they had prior knowledge of the agenda as well as for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors.”

There being no further business, the meeting is terminated.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the office of undersigned notary, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that at the request of the appearing persons this deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French texts, the English text will prevail.

The document having been read to the persons appearing, the members of the board of the meeting signed together with the notary this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le vingt-huit septembre,

Par-devant Maître Joëlle BADEN, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie:

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «KNEIP COMMUNICATION S.A.», ayant son siège social à L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 45.747, constituée suivant acte notarié en date du 12 novembre 1993, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 33 du 27 janvier 1994 (la Société).

Les statuts de la Société ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 22 mars 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1135 du 14 mai 2013.

L'assemblée est ouverte à 10.15 heures sous la présidence de Madame Corinne BITTERLICH, employée, résidant professionnellement à Luxembourg,

qui désigne comme secrétaire Madame Cheryl GESCHWIND, employée, résidant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Flora GIBERT, employée, résidant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

Ordre du jour:

1. Transfert du siège social du 26-28 rue Edward Steichen à Luxembourg (L-2540) au 33-39 rue du Puits Romain à Bertrange (L8040) et modification subséquente de l'Article 4 1^{er} paragraphe des statuts pour lui donner la teneur suivante: «le siège social de la Société est établi à Bertrange. Le siège social peut être transféré dans la commune de Bertrange par décision du conseil d'administration. Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'Assemblée Générale. Des filiales ou d'autres bureaux peuvent être établis soit au Grand-Duché de Luxembourg soit à l'étranger par résolution du conseil d'administration.»

2. Modification de l'article 11.2 des statuts pour lui donner la teneur suivante: «Les réunions du conseil d'administration seront convoquées moyennant l'envoi d'un avis de convocation à tous les administrateurs par écrit, par fax, câble, télex, télégramme ou par voie électronique au moins huit jours ouvrables avant l'heure prévue pour cette réunion sauf si (i) la réunion est ajournée faute de quorum, auquel cas la réunion en question sera reportée de cinq jours ouvrables; et (ii) en cas

d'urgence avec le consentement de la majorité des administrateurs, auquel cas la nature de ces circonstances sera précisée dans l'avis de convocation.

Les administrateurs peuvent renoncer à la convocation par écrit ou par fax, câble, télex, télégramme ou par voie électronique, à condition que tous les administrateurs aient renoncé à cette convocation. Une réunion peut être tenue avec un délai de convocation plus court et/ou aucune convocation séparée ne sera requise pour une réunion à laquelle tous les administrateurs sont présents ou représentés et ont déclaré qu'ils ont eu connaissance de l'agenda ainsi que pour les réunions individuelles tenues à des heures et endroits indiqués dans un calendrier préalablement adopté par le conseil d'administration.»

3. Divers

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées ne varietur par les comparants.

III.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution:

L'assemblée générale décide de transférer le siège social de L- 2540 Luxembourg, 26-28 rue Edward Steichen à L- 8070 Bertrange, 33- 39, rue du Puits Romain.

L'assemblée décide en conséquence de modifier le premier paragraphe de l'article 4 des statuts qui aura désormais la teneur suivante:

«Le siège social de la Société est établi à Bertrange. Le siège social peut être transféré dans la commune de Bertrange par décision du conseil d'administration. Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'Assemblée Générale. Des filiales ou d'autres bureaux peuvent être établis soit au Grand-Duché de Luxembourg soit à l'étranger par résolution du conseil d'administration.»

Deuxième résolution:

L'assemblée générale décide de modifier l'article 11.2 des statuts relatif aux réunions du conseil d'administration pour lui donner la teneur suivante: «Les réunions du conseil d'administration seront convoquées moyennant l'envoi d'un avis de convocation à tous les administrateurs par écrit, par fax, câble, télex, télégramme ou par voie électronique au moins huit jours ouvrables avant l'heure prévue pour cette réunion sauf si (i) la réunion est ajournée faute de quorum, auquel cas la réunion en question sera reportée de cinq jours ouvrables; et (ii) en cas d'urgence avec le consentement de la majorité des administrateurs, auquel cas la nature de ces circonstances sera précisée dans l'avis de convocation.

Les administrateurs peuvent renoncer à la convocation par écrit ou par fax, câble, télex, télégramme ou par voie électronique, à condition que tous les administrateurs aient renoncé à cette convocation. Une réunion peut être tenue avec un délai de convocation plus court et/ou aucune convocation séparée ne sera requise pour une réunion à laquelle tous les administrateurs sont présents ou représentés et ont déclaré qu'ils ont eu connaissance de l'agenda ainsi que pour les réunions individuelles tenues à des heures et endroits indiqués dans un calendrier préalablement adopté par le conseil d'administration.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande des comparants, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, les membres du bureau ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: C. BITTERLICH, C. GESCHWIND, F. GIBERT et J. BADEN.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 29 septembre 2015. 1LAC/2015/30954. Reçu soixante-quinze euros € 75,-

Le Receveur ff. (signé): FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la Société sur demande.

Luxembourg, le 5 octobre 2015.

Référence de publication: 2015164798/161.

(150181662) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2015.

Kneip Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 33-39, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 32.319.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-eighth day of September.

Before Maître Joëlle Baden, notary, residing in Luxembourg,

Is held

An extraordinary general meeting of shareholders of “KNEIP MANAGEMENT S.A.”, a société anonyme, with registered office at L- 2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen, recorded with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 32.319, incorporated pursuant to a notarial deed on 6th December 1989, published in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, number 157 on 11th May 1990 (the “Company”).

The articles of incorporation of the Company have been amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary dated 22nd December 2009, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 424 on 26th February 2010.

The meeting is opened at 10.00 a.m. with Mrs. Corinne BITTERLICH, employee, residing professionally in Luxembourg,

who appointed as secretary Mrs Cheryl GESCHWIND, employee, residing professionally in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer. Mrs. Flora GIBERT, employee, residing professionally in Luxembourg.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I. - That the meeting is held with the following

Agenda

1. Transfer of the registered office from 26-28 rue Edward Steichen in Luxembourg (L-2540) to 33-39 rue du Puits Romain in Bertrange (L-8070) and subsequent amendment of Article 1, 2nd paragraph of the Articles of Incorporation to be read as follows: “The registered office of the Corporation is established in Bertrange. The registered office may be transferred within the municipality of Bertrange by decision of the Board of Directors. It may be transferred to any other location in the Grand-Duchy of Luxembourg by resolution of the General Meeting. Branches or other offices may be established either in the Grand-Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the Board of Directors.”

2. The following paragraph should be added to Article 3: “Shares will be in registered form only.

The Company shall consider the person in whose name the shares are registered in the register of shareholders as the full owner of such shares. Certificates stating such inscription shall be delivered to the shareholders on request. The certificates so issued shall be in such form and shall bear such legends and such numbers of identification as shall be determined by the Board of Directors. Such certificates shall be signed by two directors of the Company or by a delegate of the Board of Directors.

The Company will recognise only one holder per share. In case a share is held by more than one person, the persons claiming ownership of the share will be required to name one person as the owner of the share. The Company has the right to suspend the exercise of rights attached to that share until one person has been designated as the sole owner in relation to the Company.”

3. Article 4 shall be amended as follows: “the Corporation shall have a Board of Directors composed of at least three members. Their terms of office shall not exceed six years. They shall hold office until their successor are elected. If no term is indicated in the relevant resolution, the directors then appointed are appointed for a period of six years. The directors shall be eligible for re-election.

In the event of a vacancy in the office of any director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may elect by way of co-optation, by majority vote, a director to fill such vacancy until the next shareholders' meeting”.

4. Article 5 Paragraph 2 shall be amended as follows: “the Board of Directors will choose a Chairman among its members. It may also choose a secretary, who need not be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meeting of the Board of Directors. The Board of Directors shall meet upon call by the chairman or by two directors at the place indicated in the notice of meeting. The chairman shall preside at all meetings of the Board of Directors, but in his absence the Board of Directors may appoint another chairman pro tempore by vote of the majority present or represented at any such meeting.

A convening notice of any meeting of the Board of Directors shall be given to all directors whether in writing, or by facsimile, cable, telex, telegram or electronic means, at least eight Business Days in advance of the hour set for such meeting, except (i) in case a meeting is adjourned for lack of quorum, in which case the relevant meeting shall be adjourned for five

Business Days; and (ii) in circumstances of emergency, with the majority consent of the directors, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting.

Notice may be waived by the consent in writing or by facsimile, cable, telex, telegram or electronic means of each director. A meeting may be held at shorter notice and/or no separate notice shall be required for meetings at which all the directors are present or represented and have declared that they had prior knowledge of the agenda as well as for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors.

The Board of Directors may not deliberate unless a majority of its members are present or represented.”

5. Article 8 shall be amended as follows: “The annual general meeting of shareholders shall be held on the fourth Friday of the month of March at five (5) pm in Luxembourg at the registered office of the Corporation or at any other place designated in the notice of the meeting. If such date is not a business day in Luxembourg, the meeting shall be on the next following business day.”

6. Deletion of the 1st sentence of Article 9. Consequently Article 9 should be read as follows: “Each shareholder may vote personally or by proxy.”

II. - That the present or represented shareholders, the proxyholders of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the present shareholders, the proxyholders of the represented shareholders and by the board of the meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The proxies of the represented shareholders will also remain attached to the present deed after having been initialled *ne varietur* by the persons appearing.

III. - That the whole corporate capital being present or represented at the present meeting and the shareholders declaring that they have had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting, no convening notices were necessary.

IV. - That the present meeting, representing the whole corporate capital, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items on the agenda.

Then the general meeting, after deliberation, took the following resolutions:

First resolution:

The general meeting resolves to transfer the registered office from 26-28 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg to 33-39 rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange and to amend the second paragraph of article 1 of the articles of incorporation of the Company to be read as follows:

“ **Art. 1. (second paragraph).** The registered office of the Corporation is established in Bertrange. The registered office may be transferred within the municipality of Bertrange by decision of the Board of Directors. It may be transferred to any other location in the Grand-Duchy of Luxembourg by resolution of the General Meeting. Branches or other offices may be established either in the Grand-Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the Board of Directors.”

Second resolution:

The general meeting resolves to add the following paragraphs to article 3 of the articles of incorporation of the Company:

“ **Art. 3. (additional paragraphs).** Shares will be in registered form only.

The Company shall consider the person in whose name the shares are registered in the register of shareholders as the full owner of such shares. Certificates stating such inscription shall be delivered to the shareholders on request. The certificates so issued shall be in such form and shall bear such legends and such numbers of identification as shall be determined by the Board of Directors. Such certificates shall be signed by two directors of the Company or by a delegate of the Board of Directors.

The Company will recognise only one holder per share. In case a share is held by more than one person, the persons claiming ownership of the share will be required to name one person as the owner of the share. The Company has the right to suspend the exercise of rights attached to that share until one person has been designated as the sole owner in relation to the Company.”

Third resolution:

The general meeting resolves to amend article 4 of the articles of incorporation of the Company as follows:

“ **Art. 4.** The Company shall have a board of directors composed of at least three members. Their terms of office shall not exceed six years. They shall hold office until their successors are elected. If no term is indicated in the relevant resolution, the directors then appointed are appointed for a period of six years. The directors shall be eligible for re-election.

In the event of a vacancy in the office of any director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may elect by way of co-optation, by majority vote, a director to fill such vacancy until the next shareholders' meeting.”

Fourth resolution:

The general meeting resolves to amend the second paragraph of article 5 of the articles of incorporation of the Company as follows:

“ **Art. 5. (second paragraph).** The board of directors will choose a chairman among its members. It may also choose a secretary, who need not be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meeting of the board of directors. The board of directors shall meet upon call by the chairman or by two directors at the place indicated in the notice of meeting. The chairman shall preside at all meetings of the board of directors, but in his absence the board of directors may appoint another chairman pro tempore by vote of the majority present or represented at any such meeting.

A convening notice of any meeting of the board of directors shall be given to all directors whether in writing, or by facsimile, cable or electronic means, at least eight business days in advance of the hour set for such meeting, except (i) in case a meeting is adjourned for lack of quorum, in which case the relevant meeting shall be adjourned for five business days; and (ii) in circumstances of emergency, with the majority consent of the directors, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting.

Notice may be waived by the consent in writing or by facsimile, cable or electronic means of each director. A meeting may be held at shorter notice and/or no separate notice shall be required for meetings at which all the directors are present or represented and have declared that they had prior knowledge of the agenda as well as for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of directors.

The board of directors may not deliberate unless a majority of its members are present or represented.”

Fifth resolution:

The general meeting resolves to amend article 8 of the articles of incorporation of the Company as follows:

“ **Art. 8.** The annual general meeting of shareholders shall be held on the fourth Friday of the month of March at five (5) pm in Luxembourg at the registered office of the Company or at any other place designated in the notice of the meeting. If such date is not a business day in Luxembourg, the meeting shall be on the next following business day.”

Sixth resolution:

The general meeting resolves to delete the first sentence of article 9 of the articles of incorporation of the Company.

There being no further business, the meeting is terminated.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the office of undersigned notary, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that at the request of the appearing persons this deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French texts, the English text will prevail.

The document having been read to the persons appearing, the members of the board of the meeting signed together with the notary this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le vingt-huit septembre,

Par-devant Maître Joëlle BADEN, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie:

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «KNEIP MANAGEMENT S.A.», ayant son siège social à L- 2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 32.319, constituée suivant acte notarié en date du 6 décembre 1989, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 157 du 11 mai 1990 (la Société).

Les statuts de la Société ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 22 décembre 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 424 du 26 février 2010.

L'assemblée est ouverte à 10.00 heures sous la présidence de Madame Corinne BITTERLICH, employée, résidant professionnellement à Luxembourg,

qui désigne comme secrétaire Madame Cheryl GESCHWIND, employée, résidant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Flora GIBERT, employée, résidant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

Ordre du jour:

1. Transfert du siège social du 26-28 rue Edward Steichen à Luxembourg (L-2540) au 33-39 rue du Puits Romain à Bertrange (L- 8070) et modification subséquente de l'Article 1, paragraphe 2 des statuts pour lui donner la teneur suivante: «le siège social de la Société est établi à Bertrange. Le siège social peut être transféré dans la commune de Bertrange par décision du conseil d'administration. Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'Assemblée Générale. Des filiales ou d'autres bureaux peuvent être établis soit au Grand-Duché de Luxembourg soit à l'étranger par résolution du conseil d'administration.»

2. Ajout des paragraphes suivants à l'Article 3: “Les actions sont émises uniquement sous forme nominative.

La Société considèrera la personne au nom de laquelle les actions seront enregistrées dans le registre des actionnaires comme le propriétaire de ces actions. Sur demande des certificats confirmant une telle inscription seront délivrés aux actionnaires. Les certificats ainsi délivrés seront dans la forme et porteront les légendes et numéros d'identification déterminés par le conseil d'administration. Ces certificats seront signés par deux administrateurs de la Société ou par un administrateur délégué.

La Société ne reconnaîtra qu'un seul détenteur par action. Au cas où une action serait détenue par plus d'une personne, les personnes se déclarant propriétaires de l'action seront requises de désigner une personne en tant que propriétaire de cette action dans leurs relations avec la Société. La Société a le droit de suspendre l'exercice des droits attachés à cette action jusqu'à ce qu'une personne ait été désignée en tant que seul propriétaire de cette action.»

3. L'article 4 des statuts est modifié de la façon suivante: «La Société est administrée par un conseil d'administration composé au moins de 3 membres. Ils sont nommés pour un période qui n'excède pas 6 ans. Ils resteront en place jusqu'à la nomination de leurs successeurs. Si aucun terme n'est indiqué dans la résolution concernée, les administrateurs ainsi nommés sont nommés pour une période de 6 ans. Les administrateurs sont rééligibles.

Si le siège d'un administrateur vient à être déclaré vacant du fait du décès, du départ en retraite de cet administrateur ou de toute autre façon, les administrateurs restants pourront coopter par vote à la majorité simple, un administrateur pour combler cette vacance jusqu'à la prochaine assemblée des actionnaires.»

4. L'Article 5 paragraphe 2 des statuts est modifié de la façon suivante: «Le conseil d'administration choisit un Président parmi ses membres. Il pourra également choisir un secrétaire, qui n'a pas besoin d'être un administrateur, qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration.

Le conseil d'administration se réunit sur demande du Président ou de deux administrateurs à l'endroit indiqué dans la convocation. Le Président préside toutes les réunions du conseil d'administration, mais en son absence le conseil d'administration pourra nommer un autre président pro tempore par vote à la majorité présente ou représentée à cette réunion.

Les réunions du conseil d'administration seront convoquées moyennant l'envoi d'un avis de convocation à tous les administrateurs par écrit, par fax, câble, télex, télégramme ou par voie électronique au moins huit jours ouvrables avant l'heure prévue pour cette réunion sauf si (i) la réunion est ajournée faute de quorum, auquel cas la réunion en question sera reportée de cinq jours ouvrables; et (ii) en cas d'urgence avec le consentement de la majorité des administrateurs, auquel cas la nature de ces circonstances sera précisée dans l'avis de convocation.

Les administrateurs peuvent renoncer à la convocation par écrit ou par fax, câble, télex, télégramme ou par voie électronique, à condition que tous les administrateurs aient renoncé à cette convocation. Une réunion peut être tenue avec un délai de convocation plus court et/ou aucune convocation séparée ne sera requise pour une réunion à laquelle tous les administrateurs sont présents ou représentés et ont déclaré qu'ils ont eu connaissance de l'agenda ainsi que pour les réunions individuelles tenues à des heures et endroits indiqués dans un calendrier préalablement adopté par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée.»

5. L'article 8 des statuts est modifié de la façon suivante: «L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra le 4^{ème} vendredi du mois de mars à dix-sept (17) heures au siège social de la Société ou en tout autre endroit indiqué dans l'avis de convocation. Si ce jour n'est pas un jour ouvrable à Luxembourg, l'assemblée se tiendra le jour ouvrable suivant.»

6. Suppression de la première phrase de l'Article 9. Par conséquent l'Article 9 aura la teneur suivante: «Chaque actionnaire pourra voter en nom propre ou par procuration.»

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées ne varietur par les comparants.

III.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution:

L'assemblée générale décide de transférer le siège social de L- 2540 Luxembourg 26-28 rue Edward Steichen, à L-8070 Bertrange, 33-39 rue du Puits Romain.

L'assemblée décide en conséquence de modifier l'article 1, paragraphe 2 des statuts pour lui donner la teneur suivante: «Le siège social de la Société est établi à Bertrange. Le siège social peut être transféré dans la commune de Bertrange par décision du conseil d'administration. Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par décision

de l'Assemblée Générale. Des filiales ou d'autres bureaux peuvent être établis soit au Grand-Duché de Luxembourg soit à l'étranger par résolution du conseil d'administration.»

Deuxième résolution:

L'assemblée générale décide d'ajouter les paragraphes suivants à l'Article 3: "Les actions sont émises uniquement sous forme nominative.

La Société considèrera la personne au nom de laquelle les actions seront enregistrées dans le registre des actionnaires comme le propriétaire de ces actions. Sur demande des certificats confirmant une telle inscription seront délivrés aux actionnaires. Les certificats ainsi délivrés seront dans la forme et porteront les légendes et numéros d'identification déterminés par le conseil d'administration. Ces certificats seront signés par deux administrateurs de la Société ou par un administrateur délégué.

La Société ne reconnaîtra qu'un seul détenteur par action. Au cas où une action serait détenue par plus d'une personne, les personnes se déclarant propriétaires de l'action seront requises de désigner une personne en tant que propriétaire de cette action dans leurs relations avec la Société. La Société a le droit de suspendre l'exercice des droits attachés à cette action jusqu'à ce qu'une personne ait été désignée en tant que seul propriétaire de cette action.»

Troisième résolution:

L'assemblée générale décide de modifier l'article 4 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«La Société est administrée par un conseil d'administration composé au moins de 3 membres. Ils sont nommés pour un période qui n'excède pas 6 ans. Ils resteront en place jusqu'à la nomination de leurs successeurs. Si aucun terme n'est indiqué dans la résolution concernée, les administrateurs ainsi nommés sont nommés pour une période de 6 ans. Les administrateurs sont rééligibles.

Si le siège d'un administrateur vient à être déclaré vacant du fait du décès, du départ en retraite de cet administrateur ou de toute autre façon, les administrateurs restants pourront coopter par vote à la majorité simple, un administrateur pour combler cette vacance jusqu'à la prochaine assemblée des actionnaires.»

Quatrième résolution

L'assemblée décide de modifier le deuxième paragraphe de l'article 5 des statuts pour lui donner la teneur suivante: "Le conseil d'administration choisit un Président parmi ses membres. Il pourra également choisir un secrétaire, qui n'a pas besoin d'être un administrateur, qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration.

Le conseil d'administration se réunit sur demande du Président ou de deux administrateurs à l'endroit indiqué dans la convocation. Le Président préside toutes les réunions du conseil d'administration, mais en son absence le conseil d'administration pourra nommer un autre président pro tempore par vote à la majorité présente ou représentée à cette réunion.

Les réunions du conseil d'administration seront convoquées moyennant l'envoi d'un avis de convocation à tous les administrateurs par écrit, par fax, câble, télex, télégramme ou par voie électronique au moins huit jours ouvrables avant l'heure prévue pour cette réunion sauf si (i) la réunion est ajournée faute de quorum, auquel cas la réunion en question sera reportée de cinq jours ouvrables; et (ii) en cas d'urgence avec le consentement de la majorité des administrateurs, auquel cas la nature de ces circonstances sera précisée dans l'avis de convocation.

Les administrateurs peuvent renoncer à la convocation par écrit ou par fax, câble, télex, télégramme ou par voie électronique, à condition que tous les administrateurs aient renoncé à cette convocation. Une réunion peut être tenue avec un délai de convocation plus court et/ou aucune convocation séparée ne sera requise pour une réunion à laquelle tous les administrateurs sont présents ou représentés et ont déclaré qu'ils ont eu connaissance de l'agenda ainsi que pour les réunions individuelles tenues à des heures et endroits indiqués dans un calendrier préalablement adopté par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée.»

Cinquième résolution

L'assemblée décide de modifier l'article 8 des statuts qui aura désormais la teneur suivante:

«L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra le 4^{ème} vendredi du mois de mars à dix-sept (17) heures au siège social de la Société ou en tout autre endroit indiqué dans l'avis de convocation. Si ce jour n'est pas un jour ouvrable à Luxembourg, l'assemblée se tiendra le jour ouvrable suivant.»

Sixième résolution

L'assemblée décide de supprimer la première phrase de l'article 9 des statuts.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande des comparants, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, les membres du bureau ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: C. BITTERLICH, C. GESCHWIND, F. GIBERT et J. BADEN.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 29 septembre 2015. 1LAC/2015/30953. Reçu soixante-quinze euros € 75,

Le Receveur ff. (signé): FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la Société sur demande.

Luxembourg, le 5 octobre 2015.

Référence de publication: 2015164799/282.

(150181661) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2015.

Just Arrived S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5364 Schrassig, 5, Beim Fuissebur.

R.C.S. Luxembourg B 118.088.

L'an deux mille quinze, le quinze septembre.

Par-devant Maître Roger ARRENSDORFF, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

A comparu:

- La société OL Investissements, société à responsabilité limitée, ayant son siège social à L-5364 Schrassig, 5, Beim Fuissebur, inscrite au registre du commerce et des sociétés sous le numéro B189.722,

représentée par son gérant, Monsieur Laurent OLLIER, gérant de sociétés, demeurant à L-5364 Schrassig, 5, Beim Fuissebur, habilité à engager la société par sa seule signature et nommé à ses fonctions conformément à l'assemblée générale extraordinaire consécutive à la constitution de la société le 19 août 2014,

lui-même ici représenté par Ariane VANSIMPSEN, expert-comptable, demeurant professionnellement à L-8011 Strassen, 283, route d'Arlon, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire du comparant et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

La comparante est la seule associée de la société "JUST ARRIVED S.à r.l.", établie et ayant son siège à L-2146 Luxembourg, 77-79, rue de Merl, constituée suivant acte du notaire Paul FRIEDERS de Luxembourg en date du 11 juillet 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Numéro 1838 du 2 octobre 2006, inscrite au registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 118.088, non modifiée depuis.

La comparante, par son représentant, prend les résolutions suivantes:

Première résolution

La comparante décide de transférer le siège social de la commune de Luxembourg à la commune de Schuttrange et par conséquent de modifier le premier alinéa de l'article 5 des statuts comme suit:

" **Art. 5. Premier alinéa.** Le siège de la société est établi dans la commune de Schuttrange."

Deuxième résolution

La comparante fixe l'adresse à L-5364 Schrassig, 5, Beim Fuissebur.

Finalement, plus rien n'étant à l'ordre du jour la séance est levée.

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connu du notaire par leur nom, prénom usuel, état et demeure, le mandataire de la comparante a signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: VANSIMPSEN, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 18 septembre 2015. Relation: 1LAC / 2015 / 29861. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives

Luxembourg, le 6 octobre 2015.

Référence de publication: 2015164783/40.

(150181716) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2015.

SSCP Rotor Holdings S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1748 Findel, 7, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 160.640.

In the year two thousand fifteen, on the tenth day of September,

Before Us, Maître Marc Loesch, notary residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg,

Was held

a meeting of the shareholders of SSCP Rotor Holdings S.C.A., a partnership limited by shares (société en commandite par actions), governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 7, rue Lou Hemmer, L-1748 Findel, registered with the Luxembourg register of commerce and companies under number B 160.640, incorporated pursuant to a deed of the notary Maître Joseph ELVINGER, notary then residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg) on 26 April 2011 (the "Company"), whose articles of incorporation (the "Articles") have been published on 22 July 2011 in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1652. The Articles have been amended for the last time pursuant to a deed drawn up on 22 May 2014 by Maître Francis KESSELER, notary then residing in Esch-sur-Alzette (Grand Duchy of Luxembourg), published on 2 August 2014 in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2040.

The extraordinary general meeting of the shareholders of the Company elected as chairman Mrs. Rita Marsico, employee, residing professionally in Luxembourg.

The chairman appointed as secretary Mr. Felix Rumpel, employee, residing professionally in Luxembourg.

The Meeting elected as scrutineer Mrs. Monica Morsch, employee, residing professionally in Luxembourg.

The office of the meeting having thus been constituted, the chairman requests the notary to act that:

I. The names of the shareholders present at the meeting or represented at the meeting by proxies (together the "Appearing Shareholders" or the "Shareholders") and the number of shares held by them are shown on an attendance list. This attendance list has been signed *in varietur* together with the proxy forms by the shareholders represented at the meeting by proxy-holders, the notary and the chairman, the scrutineer and the secretary.

II. The attendance list shows the shareholders present at the meeting or represented at the meeting by proxies. All the Appearing Shareholders have declared that they have been sufficiently informed of the agenda of the meeting beforehand and have waived all convening requirements and formalities. The meeting is therefore properly constituted and can validly consider all items of the agenda.

III. The agenda of the meeting is the following:

Agenda

To extend the deadline for the mandatory redemption of the mandatorily redeemable preferred limited shares (the "MRPS") from forty-two (42) months to sixty-six (66) months after their issuance and to amend article 7.1 of the Articles accordingly, which shall read as follows:

" 7.1. All the MRPS issued by the Company from time to time shall be repurchased for subsequent cancellation by the Company sixty-six (66) months after their issuance (the "Mandatory Redemption"), subject to compliance with article 49-8 of the 1915 Law."

IV. Then the general meeting of Shareholders, after deliberation, unanimously took the following sole resolutions:

Sole resolution

The Shareholders resolve to extend the deadline for the mandatory redemption of the mandatorily redeemable preferred limited shares (the "MRPS") from forty-two (42) months to sixty-six (66) months after their issuance and to amend article 7.1 of the Articles accordingly, which shall read as follows:

" 7.1. All the MRPS issued by the Company from time to time shall be repurchased for subsequent cancellation by the Company sixty-six (66) months after their issuance (the "Mandatory Redemption"), subject to compliance with article 49-8 of the 1915 Law."

Declaration

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof, the present deed is drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing parties, all known to the notary by name, first name, civil status and residence, such appearing parties signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le dix septembre,

Par-devant Nous Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg,

S'est tenue

une assemblée générale des actionnaires de SSCP Rotor Holdings S.C.A., une société en commandite par actions de droit luxembourgeois, ayant son siège social situé au 7, rue Lou Hemmer, L-1748 Findel, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 160.640, constituée selon un acte de Maître Joseph ELVINGER, notaire alors de résidence à Luxembourg (Grand Duché de Luxembourg) en date du 26 avril 2011 (la "Société"), dont les statuts (les "Statuts") ont été publiés le 22 juillet 2011 au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 1652. Les Statuts ont été modifiés pour la dernière fois le 22 mai 2014 par un acte notarié de Maître Francis KESSELER, notaire alors de résidence à Esch-sur-Alzette (Grand Duché de Luxembourg), publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 2040 du 2 août 2014.

L'assemblée générale extraordinaire élit comme président Madame Rita Marsico, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président nomme en qualité de secrétaire de séance Monsieur Felix Rumpel, employé, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur Madame Monica Morsch, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg, Le bureau de l'assemblée ayant été constitué, le président déclare et requiert du notaire instrumentant de prendre acte que:

I. Les noms des actionnaires présents ou représentés à l'assemblée par des mandataires (collectivement les "Actionnaires Comparants" ou les "Actionnaires") et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont mentionnés sur la liste de présence. Cette liste de présence a été signée ne varietur avec les procurations par les actionnaires représentés à l'assemblée par des mandataires, le notaire ainsi que le président, le scrutateur et le secrétaire.

II. La liste de présence montre les actionnaires présents à l'assemblée ou représentés par des mandataires. Tous les Actionnaires Comparants ont déclaré avoir été préalablement correctement informés de l'ordre du jour de l'assemblée et ont renoncé aux formalités de convocation. L'assemblée est donc valablement constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour suivant:

III. L'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

Ordre du jour

Etendre la date limite pour le rachat obligatoire des actions rachetables (les "MRPS") de quarante-deux (42) mois à soixante-six (66) mois suivant leur émission et modifier conséquemment l'article 7.1 des Statuts, lequel se lira comme suit:

" 7.1. Toutes les MRPS émises par la Société de temps à autre devront être rachetées par la Société pour annulation subséquente dans les soixante-six (66) mois suivant leur émission (le "Rachat Obligatoire") sous réserve du respect de l'article 49-8 de la Loi de 1915."

IV. Puis l'assemblée générale des Actionnaires, après délibération, a adopté à l'unanimité des voix la résolution unique suivante:

Résolution unique

Les Actionnaires décident d'étendre la date limite du rachat obligatoire des actions rachetables (les "MRPS") de quarante-deux (42) mois à soixante-six (66) mois suivant leur émission et de modifier subséquemment l'article 7.1 des Statuts, lequel se lira comme suit:

" 7.1. Toutes les MRPS émises par la Société de temps à autre devront être rachetées par la Société pour annulation subséquente dans les soixante-six (66) mois suivant leur émission (le "Rachat Obligatoire") sous réserve du respect de l'article 49-8 de la Loi de 1915."

Déclaration

Le notaire, qui comprend et parle l'anglais, déclare que le présent acte est rédigé en anglais suivi par une version française, et qu'à la demande des personnes comparantes, en cas de divergence entre le texte français et le texte anglais, le texte anglais fera foi dans toute la mesure permise par la loi applicable.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, le jour mentionné en haut de ce document.

Et après lecture faite aux parties comparantes, toutes connues par le notaire par leurs noms de famille, prénom usuel, état et demeure, les parties comparantes ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: R. Marsico, F. Rumpel, M. Morsch, M. Loesch.

Enregistré à Grevenmacher A.C., le 16 septembre 2015. GAC/2015/7857. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 6 octobre 2015.

Référence de publication: 2015165048/109.

(150181165) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2015.

AB Energy Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 11, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 162.432.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015164371/10.

(150181822) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2015.

AB Energy Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 11, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 162.432.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015164372/10.

(150181823) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2015.

ACJ Lux Distribution, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5811 Fentange, 82, rue de Bettembourg.

R.C.S. Luxembourg B 155.236.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 octobre 2015.

Référence de publication: 2015164373/10.

(150181138) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2015.

ACJ Lux Distribution, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5811 Fentange, 82, rue de Bettembourg.

R.C.S. Luxembourg B 155.236.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 octobre 2015.

Référence de publication: 2015164374/10.

(150181139) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2015.

AAS Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 18, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 179.401.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015164281/9.

(150180463) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2015.
